

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/006025]

22 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la redistribution d'articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024 dans le cadre du deuxième cycle du plan stratégique flamand en matière de l'intelligence artificielle

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019, modifié le 1^{er} juillet 2022, articles 21, 22 et 24 ;
- le décret du 20 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024 ;
- l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019, article 7.

Formalité

La formalité suivante a été remplie :

- Le ministre flamand qui a la politique budgétaire dans ses attributions a donné son accord le 18 mars 2024.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- poursuivre le plan stratégique flamand pour l'IA (2019-2023) pour une nouvelle période de cinq ans (2024-2028).

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019 ;
- l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019 ;
- l'arrêté du Gouvernement flamand sur le plan stratégique flamand pour l'Intelligence Artificielle (VR 2019 2203 DOC.0318/1QUATER).

Initiateur(s)

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024 sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)

Article budgétaire	Ent.	Allocation de base	SEC	De		À	
				CE	CL	CE	CL
EB0-1EBB2AH-PR	EB0	1EE104	0100	1 250	1 250		
EB0-1EEB2JA-WT	EB0	1EC102	3200			300	300
EB0-1EEB2JY-IS	EB0	1EE157	4150			950	950
Total				1 250	1 250	1 250	1 250

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

Art. 3. Le ministre flamand qui a les sciences et l'innovation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005348]

18 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Aux articles 1^{er}, 3, 4 et 8 du décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, le mot « établissements » est à chaque fois remplacé par le mot « écoles ».

Art. 2. Avant l'article 1^{er} du même décret, les mots « Champ d'application » sont remplacés par les mots « TITRE 1 : Champ d'application, définitions et objet ».

Art. 3. A l'article 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et spécialisé de forme 4 » sont insérés entre les mots « d'enseignement secondaire ordinaire » et les mots « de plein exercice »;

2° le mot « ordinaire » situé entre les mots « de plein exercice et » et les mots « en alternance » est abrogé;

3° les mots « aux troisième et quatrième degrés, organisés ou subventionnés » sont remplacés par les mots « en 4e, 5e, 6e et 7e années, ainsi qu'au quatrième degré, organisées ou subventionnées »;

4° le mot « spécialisé » entre les mots « d'enseignement secondaire » et « organisant » est abrogé;

5° les mots « le 3^{ème} degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, de plein exercice et en alternance ainsi que des options de base groupées dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage, conformément à l'article 5 du décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales et ceux qui organisent » sont remplacés par les mots « des formations en alternance visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance ou »;

6° les mots « ordinaire ainsi que les élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire » sont remplacés par « ainsi que, dans l'enseignement ordinaire, les élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et des trois premières années de l'enseignement secondaire, et dans l'enseignement spécialisé, les élèves âgés d'au moins 10 ans scolarisés dans l'enseignement fondamental, les élèves de la deuxième phase de l'enseignement secondaire de forme 3 et les élèves des trois premières années de l'enseignement secondaire de forme 4. ».

Art. 4. A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « Définitions » est abrogé;

2° au point 3°, les mots «, des demandeurs d'emploi et des travailleurs » sont remplacés par les mots « et des demandeurs d'emploi »;

3° au point 6°, les mots « le décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé «S.F.M.Q.» » sont remplacés par « le décret du 10 décembre 2015 portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé «SFMQ» »;

4° le point 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° « Parcours d'enseignement qualifiant » (PEQ) : le parcours défini à l'article 2, 4° du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ). ».

Art. 5. L'article 2 du même décret est complété par les points 13°, 14°, 15° et 16° rédigés comme suit :

« 13° « Profil de certification » : document défini à l'article 1.3.1-1, 47°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

14° « Profil de formation » : profil défini à l'article 1.3.1-1, 48°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

15° « Conseils de zone » : conseils définis à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre écoles dans l'enseignement secondaire ;

16° « Fonds sectoriels » : fonds de sécurité d'existence institués en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence ».

Art. 6. A l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Objets du décret » sont abrogés ;

2° au point 1°, les mots « et dans les CTA labellisés » sont abrogés ;

3° au point 2°, les mots « le fonctionnement des CTA labellisés » sont remplacés par les mots « le bon fonctionnement des CTA et la modernisation des équipements mis à leur disposition » ;

4° le point 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° définir le processus de labellisation des CTA; ».

Art. 7. L'article 3 est complété par les points 4° et 5° rédigés comme suit :

« 4° mettre en place des projets spécifiques apportant une plus-value aux formations dispensées au sein de l'enseignement secondaire qualifiant;

5° assurer la subvention annuelle d'une association sans but lucratif dédiée à la récupération et la redistribution d'équipements, ainsi que le respect des règles y afférentes. ».

Art. 8. Entre l'article 3 et l'article 4 du même décret, est inséré un titre 2 rédigé comme suit : « TITRE 2 : Modernisation de l'équipement pédagogique dans les écoles d'enseignement secondaire qualifiant ».

Art. 9. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Modernisation des équipements » sont abrogés;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « met à disposition des établissements d'enseignement secondaire qualifiant des montants destinés » sont remplacés par les mots « octroie chaque année une dotation ou subvention aux pouvoirs organisateurs des écoles d'enseignement secondaire qualifiant destinée »;

3° dans le même paragraphe, les alinéas 2 à 8 sont abrogés;

4° les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Cette dotation ou subvention est octroyée à la suite d'un appel à projets annuel.

§ 3. Les pouvoirs organisateurs des écoles qui introduisent des projets sont tenus de :

1° mener une politique de formation en cours de carrière des professeurs de l'enseignement qualifiant visant à permettre à ces professeurs d'utiliser adéquatement les équipements sélectionnés par le Gouvernement;

2° appliquer les profils de certification ou, à défaut, les profils de formation, en ce compris les profils d'équipement et d'évaluation repris dans chaque profil de certification;

3° respecter les obligations et les délais fixés par le Gouvernement concernant la justification de l'utilisation des dotations ou subventions octroyées. ».

Art. 10. L'article 4 du même décret est complété par les paragraphes 4, 5, 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 4. Pour être éligibles dans le cadre de l'appel à projets annuel, les projets doivent répondre aux critères cumulatifs suivants :

1° ils doivent être introduits par le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, organisée ou subventionnée par la Communauté française, organisant des options de l'enseignement technique de qualification ou professionnel, de plein exercice et/ou en alternance, en 4e, 5e, 6e et 7e années ou au quatrième degré et/ou organisant des formations en alternance visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance ou par le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement secondaire spécialisé, organisée ou subventionnée par la Communauté française, organisant la 3^{ème} phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, de plein exercice et/ou en alternance;

2° ils doivent viser l'acquisition de matériel pédagogique durable nécessaire à la qualification des élèves. Sont systématiquement exclues de l'appel à projets les demandes de mobilier de bureau.

§ 5. Lors de la sélection, toute demande d'équipement est cotée. Un point est attribué à chacun des critères suivants :

1° la demande d'équipement concerne une école d'enseignement spécialisé de formes 3 et/ou 4 ;

2° la demande d'équipement a reçu un avis prioritaire du Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel ou du Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone concernée ;

3° la demande d'équipement a reçu un avis prioritaire du fonds sectoriel concerné ;

4° la demande d'équipement a reçu un avis prioritaire du Bassin enseignement qualifiant-formation-emploi concerné.

Les demandes d'équipement ayant obtenu 4 ou 3 points sont automatiquement reprises dans la proposition de sélection soumise au Comité de pilotage visé à l'article 10. Les autres demandes d'équipement doivent être examinées au regard des critères définis au paragraphe 6.

Si le montant cumulé des demandes d'équipement ayant obtenu 4 ou 3 points excède le montant alloué à l'appel à projets annuel et qu'une sélection doit être opérée parmi celles-ci, les demandes répondant à un ou plusieurs des critères de sélection listés au paragraphe 6 sont retenues de manière prioritaire.

§ 6. Outre les priorités énoncées au paragraphe précédent, la sélection des projets est basée sur les critères suivants :

1° le caractère technologiquement avancé de l'équipement demandé ;

2° le respect des normes environnementales et de sécurité ;

3° l'innovation en matière d'environnement et de pédagogie ;

4° la nature des équipements et des montants attribués les années précédentes ;

5° la garantie de bonnes conditions d'apprentissage, quels que soient les options et secteurs concernés ;

6° le soutien aux options en déploiement ayant des besoins importants en nouveaux équipements ou aux options dont la fréquentation est en forte progression ;

7° l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène ;

8° le taux d'utilisation de l'équipement.

Tout projet répondant à au moins un de ces critères de sélection est repris dans la proposition de sélection soumise au Comité de pilotage visé à l'article 10.

Si le montant cumulé des projets répondant à au moins un de ces critères de sélection excède le montant alloué à l'appel à projets annuel et qu'une sélection doit être opérée, les projets répondant à un ou plusieurs des trois premiers critères de sélection listés ci-dessus sont retenus de manière prioritaire. Dans le cas où le montant cumulé de ces projets continue à excéder le montant alloué à l'appel à projets annuel, les projets répondant à au moins deux des trois premiers critères de sélection se voient accorder une priorité.

§ 7. Le Gouvernement intervient financièrement dans l'achat de ces équipements, à concurrence de 80 %, les 20 % restants étant à charge du pouvoir organisateur de l'école bénéficiaire.

Les modalités de liquidation de la dotation ou subvention sont définies par le Gouvernement. Pour chaque appel à projets, le Gouvernement fixe notamment la date à laquelle le dossier justificatif doit être transmis.

Si le dossier justificatif ne peut être transmis dans les délais en raison de circonstances objectives indépendantes de la volonté du pouvoir organisateur de l'école bénéficiaire, celui-ci introduit, au moins 30 jours avant l'échéance, une demande de prolongation du délai. En aucun cas, la prolongation octroyée ne peut excéder les 365 jours. En cas de refus de la prolongation sollicitée, la première tranche de la dotation ou subvention octroyée doit faire l'objet d'un remboursement.

En cas de non-transmission dans les délais du dossier justificatif, trois rappels sont adressés au pouvoir organisateur. En cas de non-transmission du dossier justificatif 10 jours ouvrables après le troisième rappel, la première tranche de la dotation ou subvention octroyée doit faire l'objet d'un remboursement. ».

Art. 11. Dans le même décret, entre l'article 4 et l'article 5, sont insérés les articles 4/1, 4/2, 4/3 et 4/4 rédigés comme suit :

« Article 4/1. - La procédure de sélection des équipements pédagogiques des écoles d'enseignement secondaire qualifiant suit les étapes suivantes :

1° appel à projets auprès des pouvoirs organisateurs des écoles d'enseignement qualifiant ;

2° réception et traitement administratif des candidatures par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ;

3° demande d'avis adressée aux instances suivantes :

a) Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et Conseil de zone de l'enseignement confessionnel sur l'importance des équipements demandés pour la mise en œuvre des profils de certification ou, à défaut, des profils de formation de l'option de base groupée concernée en tenant compte, le cas échéant, des équipements partageables à disposition dans la zone concernée et/ou les zones avoisinantes ;

b) Bassins enseignement qualifiant-formation-emploi sur la cohérence entre les projets introduits et le développement des politiques croisées en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion de la zone concernée ;

c) Fonds sectoriels sur l'adéquation entre les équipements souhaités et les compétences techniques et technologiques à acquérir pour s'insérer sur le marché du travail ;

4° proposition de sélection par les Commissions de suivi opérationnel sur base des critères d'éligibilité et de priorité définis aux paragraphes 4 et 5 et, le cas échéant, sur base des critères de sélection listés au paragraphe 6 de l'article 4, dans le respect des enveloppes allouées au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française et à chaque fédération de pouvoirs organisateurs, celles-ci étant calculées pour chaque région au prorata de leur population scolaire certifiée dans l'enseignement secondaire qualifiant au 15 janvier de l'année civile concernée ;

5° avis motivés du Comité de pilotage visé à l'article 10 ;

6° décision du Gouvernement de la Communauté française sur base des propositions des Commissions de suivi opérationnel et des avis motivés remis par le Comité de pilotage.

Article 4/2. - § 1^{er}. Les pouvoirs organisateurs des écoles bénéficiaires sont tenus, pour l'achat des équipements sélectionnés par le Gouvernement, de respecter les règles de passation des marchés publics.

En cas de manquement aux règles de passation des marchés publics, ils sont tenus de rembourser la part du montant alloué pour laquelle une ou plusieurs irrégularités ont été constatées, sauf si d'autres modalités de remboursement sont arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Toute école bénéficiaire, dont le pouvoir organisateur ne justifie pas lors de deux appels à projets sur trois, au minimum 80% de la dotation ou subvention octroyée, est exclue de l'appel à projets lancé après la notification d'exclusion au pouvoir organisateur. Si une récidive est constatée au cours d'un des deux appels à projets lancés après la période d'exclusion, est notifiée au pouvoir organisateur une exclusion portant sur deux appels à projets.

Article 4/3. - Des contrôles portant sur les équipements acquis dans le cadre de l'appel à projets peuvent être organisés par le Gouvernement au sein des écoles bénéficiaires endéans les dix ans à partir du versement du solde de la dotation ou subvention. Ils ont pour but de vérifier que ces équipements sont bien présents au sein de l'école bénéficiaire et utilisés conformément aux modalités prévues par le Gouvernement.

Toute irrégularité constatée est notifiée au pouvoir organisateur de l'école. Celui-ci a un délai de 30 jours ouvrables pour répondre et porter à la connaissance du Gouvernement les éléments objectifs qui permettent de justifier l'irrégularité constatée. En l'absence de réponse du pouvoir organisateur ou si la justification est insuffisante, l'équipement visé fait l'objet d'une demande de remboursement total. Le pouvoir organisateur a un délai de 30 jours ouvrables pour contester la décision auprès du Comité de pilotage visé à l'article 10.

Article 4/4. - Une évaluation des appels à projets relatifs à la modernisation de l'équipement pédagogique dans les écoles d'enseignement secondaire qualifiant est réalisée tous les trois ans par le Gouvernement. ».

Art. 12. Avant l'article 5 du même décret, est inséré un titre 3 rédigé comme suit :

« TITRE 3 : Gestion du processus de labellisation des CTA ».

Art. 13. L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 5. - § 1^{er}. Le Gouvernement peut labelliser, si cela s'avère opportun, un ou des CTA supplémentaires, sans que ceux-ci ne puissent prétendre à un financement de leurs équipements présents au moment de la labellisation.

Cette labellisation se fait sur base d'un appel à projets lancé par le Gouvernement, conformément à la procédure de sélection définie au paragraphe 2 et au cahier des charges approuvé préalablement par le Gouvernement.

§ 2. La procédure de sélection se déroule de la manière suivante :

1° approbation du cahier des charges par le Gouvernement ;

2° appel à projets auprès des pouvoirs organisateurs des écoles d'enseignement qualifiant ;

3° réception des candidatures par le Gouvernement et vérification des critères d'éligibilité suivants :

a) l'implantation du projet tient compte de la localisation des CDC, des CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) et des CTA existants ainsi que des infrastructures de formation qualifiante développés dans les mêmes secteurs afin d'assurer une couverture géographique maximale de l'offre de formation qualifiant ;

b) le projet s'inscrit dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée, en relation d'une part avec les pénuries d'emploi constatées par le FOREM ou ACTIRIS, les besoins socio-économiques constatés au sein de la zone concernée et/ou des zones avoisinantes et d'autre part avec les besoins en équipement constatés au travers du cadastre des équipements pédagogiques ;

4° demande d'avis adressée aux instances suivantes :

a) Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et au Conseil de zone de l'enseignement confessionnel sur l'adéquation des projets introduits avec les profils de certification ou, à défaut, les profils de formation des options de base groupées concernées en tenant compte, le cas échéant, des équipements partageables à disposition dans la zone concernée et/ou les zones avoisinantes ;

b) Bassins enseignement qualifiant-formation-emploi sur la cohérence entre les projets introduits et le développement des politiques croisées en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion de la zone concernée ;

c) Fonds sectoriels sur le niveau d'adéquation entre les projets introduits et les compétences techniques et technologiques à acquérir pour s'insérer sur le marché du travail ;

5° visite des locaux et examen des équipements mis à disposition ;

6° avis motivé des services du Gouvernement en charge du dispositif en tenant compte des critères de priorité suivants :

a) une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec d'autres écoles d'enseignement secondaire sont formalisées ;

b) une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec des CDC et/ou des CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) et/ou d'autres CTA sont formalisées ;

c) une priorité est accordée aux projets de CTA pour lesquels aucun CDC ou aucun CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) ou aucun CTA n'existe ;

d) une priorité est accordée aux projets de CTA dans les secteurs où des métiers prioritaires ont été identifiés par les Bassins enseignement qualifiant-formation-emploi ;

e) une priorité est accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable de la part du ou des Fonds sectoriels concernés et du Bassin enseignement qualifiant-formation-emploi concerné sur la pertinence sectorielle et géographique des acquisitions ;

f) une priorité est enfin accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable du Conseil de zone de l'enseignement non confessionnel et du Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone de concertation concernée ;

7° proposition de sélection par les Commissions de suivi opérationnel sur base du cahier des charges, des critères d'éligibilité et de priorité définis ci-dessus, du rapport de visite et de l'avis des services du Gouvernement ;

8° avis motivé du Comité de pilotage visé à l'article 10 ;

9° décision de labellisation du Gouvernement sur base des propositions des Commissions de suivi opérationnel et des avis motivés remis par le Comité de pilotage.

§ 3. Les pouvoirs organisateurs ayant déposé un projet sont informés par écrit dans le mois de la décision du Gouvernement.

Tout pouvoir organisateur sélectionné a un délai de 24 mois pour mettre en œuvre son projet et procéder à l'inauguration du CTA. Le label n'est effectif qu'à partir de la date d'inauguration.

Lorsqu'un pouvoir organisateur sélectionné n'est pas en mesure d'inaugurer le CTA dans les délais, il en informe par écrit le Gouvernement. Si les motifs invoqués sont jugés insuffisants, le pouvoir organisateur doit alors renoncer à la labellisation de son projet. ».

Art. 14. Après l'article 5 du même décret, sont insérés un titre 4, un article 5/1, un titre 5 et un article 5/2 rédigés comme suit :

« TITRE 4 : Missions des CTA

Article 5/1. - Les CTA labellisés ont pour mission :

1° d'accueillir sans discrimination les publics-cibles définis à l'article 5/2 ;

2° d'améliorer la qualité des formations qualifiantes en mettant à disposition des publics-cibles des équipements pédagogiques de qualité ;

3° de proposer une offre de formation à haute valeur ajoutée complémentaire à celle dispensée au sein des écoles d'enseignement secondaire qualifiant ;

4° de proposer une offre de formation complémentaire à celle des CDC et des CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), tant au niveau thématique que pédagogique ou géographique ;

5° de proposer une offre de formation complémentaire à celle des opérateurs de formation professionnelle continue ;

6° de développer des formations en adéquation avec les profils de certification ou de formation concernés ;

7° de développer ou d'adapter des formations pour répondre aux besoins spécifiques ou aux difficultés particulières de certains apprenants ;

8° de développer des activités de découverte des métiers techniques et technologiques à destination, dans l'enseignement ordinaire, des élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et des trois premières années de l'enseignement secondaire, et dans l'enseignement spécialisé, des élèves âgés d'au moins 10 ans scolarisés dans l'enseignement fondamental et des élèves de la deuxième phase de l'enseignement secondaire de forme 3 ;

9° de maintenir une veille métier performante en dialoguant de manière régulière avec les organismes de formation régionaux, les secteurs professionnels et les entreprises.

TITRE 5 : Publics-cibles

Article 5/2. - Les CTA accueillent sans discrimination :

1° les élèves et les enseignants des écoles de l'enseignement secondaire qualifiant ;

2° les élèves et les enseignants du 3e degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire ;

3° dans l'enseignement ordinaire, les élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et des trois premières années de l'enseignement secondaire, et dans l'enseignement spécialisé, les élèves âgés d'au moins 10 ans scolarisés dans l'enseignement fondamental, les élèves de la deuxième phase de l'enseignement secondaire de forme 3 et les élèves des trois premières années de l'enseignement secondaire de forme 4 ;

- 4° les étudiants et les enseignants de l'enseignement de promotion sociale ;
- 5° les étudiants et les enseignants de l'enseignement supérieur;
- 6° les demandeurs d'emploi, par l'intermédiaire du FOREM et de Bruxelles Formation ;
- 7° les apprenants et les formateurs de l'IFAPME, de l'AViQ et de l'EFP. ».

Art. 15. Avant l'article 6 du même décret, est inséré un titre 6 rédigé comme suit :

« TITRE 6 : Fonctionnement des CTA ».

Art. 16. L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 6 - § 1^{er}. Chaque CTA est placé sous la direction du directeur de l'école dans laquelle il se situe.

§ 2. La gestion quotidienne du CTA est assurée par le coordonnateur CTA, tel que défini dans le décret du 11 juillet 2018 instituant un statut pour les coordonnateurs de Centres de technologies avancées.

§ 3. Les formations sont dispensées par un formateur CTA, à l'exception des cas où l'utilisateur préfère recourir aux services d'un autre formateur désigné par ses soins. A cet effet, la Communauté française alloue au moins un équivalent temps plein à chacun des CTA labellisés, selon les modalités définies par le Gouvernement. Cet équivalent temps plein peut être fractionné au maximum en deux.

En fonction des moyens disponibles, des mi-temps complémentaires peuvent être alloués aux CTA, selon les modalités définies par le Gouvernement.

En matière de frais de déplacement domicile-CTA, les formateurs CTA ressortissent du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel. ».

Art. 17. Dans le même décret, entre l'article 6 et l'article 7, sont insérés les articles 6/1, 6/2, 6/3, 6/4, 6/5, 6/6, 6/7, 6/8, 6/9, 6/10 et 6/11 rédigés comme suit :

« Article 6/1. - § 1^{er}. Chaque CTA est doté d'un Comité d'accompagnement dont il fixe lui-même la composition. Celui-ci se réunit au moins deux fois par an.

§ 2. Le directeur de l'école responsable du CTA préside le Comité d'accompagnement.

Le coordonnateur du CTA en assure le secrétariat.

§ 3. Le Comité d'accompagnement doit comprendre :

- 1° au minimum 3 personnes issues du monde de l'entreprise ;
- 2° au minimum 3 personnes issues du monde de l'enseignement. La représentation du monde de l'enseignement doit être obligatoirement ouverte au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française et aux différentes fédérations de pouvoirs organisateurs ;
- 3° un représentant des services du Gouvernement en charge du dispositif ;
- 4° un représentant du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire ;
- 5° un représentant du Service général de l'Inspection;
- 6° un représentant du pouvoir organisateur du CTA ;
- 7° un représentant de la formation professionnelle ;
- 8° au moins un représentant du ou des CDC et/ou du ou des CDR/ Pôle Formation Emploi (PFE) actif(s) dans le(s) même(s) secteur(s).

Les membres visés aux points 1° à 6°, ainsi que le président visé au paragraphe 2, ont voix délibérative. Les membres visés aux points 7° et 8° ont voix consultative.

Le chargé de mission, visé à l'alinéa 2, paragraphe 3 de l'article 6/5, responsable de l'acquisition des équipements mis à disposition du CTA est systématiquement invité.

§ 4. Le Comité d'accompagnement a pour mission :

- 1° d'adopter le règlement d'ordre intérieur du CTA, visé au paragraphe 2 de l'article 6/6, en veillant à ce que celui-ci respecte le modèle défini par le Gouvernement et soit adapté aux spécificités du CTA ;
- 2° de veiller au respect des missions définies à l'article 5/1 et de mettre en place toutes les mesures nécessaires à leur respect ;
- 3° d'assurer un suivi des fréquentations du CTA, d'évaluer les actions réalisées afin d'atteindre l'objectif de fréquentation général visé au paragraphe 2 de l'article 6/2 et les objectifs de fréquentation spécifiques, ainsi que de mettre en place, le cas échéant, toutes mesures jugées nécessaires pour atteindre ces objectifs ou maintenir la fréquentation du centre ;
- 4° de fixer les objectifs de fréquentation spécifiques à atteindre annuellement, dans le strict respect des balises fixées au paragraphe 3 de l'article 6/2 ;
- 5° d'analyser et d'approuver le rapport annuel d'activité visé au paragraphe 3 de l'article 6/6 ;
- 6° d'analyser et d'approuver le plan d'investissement pluriannuel relatif aux équipements mis à disposition par le Gouvernement, en tenant compte des éventuels travaux nécessaires à la mise en service de ces équipements ;
- 7° de se prononcer sur le programme de formation proposé par le CTA et d'émettre des propositions en vue d'élaborer de nouvelles formations ;
- 8° de se prononcer sur la gestion financière du CTA et sur les dépenses envisagées ;
- 9° de veiller à la collaboration entre le CTA et le(s) CDC et/ou CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) associé(s) en matière de formation, de veille sur les métiers, d'actions de sensibilisation, etc. ;

10° de tout mettre en œuvre pour anticiper ou résoudre tout problème nuisant au bon fonctionnement du CTA qui ne relève pas de la gestion quotidienne du centre.

§ 5. Chaque Comité d'accompagnement se dote d'un règlement d'ordre intérieur conforme aux modalités prévues par le Gouvernement et le transmet à celui-ci endéans le mois après son approbation.

Article 6/2. - § 1^{er}. Le Gouvernement fixe à :

1° 140 jours le nombre minimum annuel de jours de formation organisés par le CTA ;

2° 20% du nombre total de jours de formation organisés par le CTA peut au maximum être réservé aux utilisateurs internes du CTA (élèves et enseignants de l'école au sein duquel se situe le CTA) et pris en compte dans le calcul de la dotation ou subvention pour frais de consommables visée au paragraphe 2 de l'article 6/9 ;

3° 80% du nombre total de jours de formation organisés par le CTA doit au minimum être réservé aux utilisateurs extérieurs du CTA.

Les CTA adaptent l'organisation des formations en rentabilisant au maximum les plages horaires afin d'y intégrer l'offre de formation à destination des étudiants de l'enseignement supérieur et de promotion sociale, ainsi que des autres publics.

§ 2. Le Gouvernement définit un objectif de fréquentation général pour chaque CTA sur base du nombre minimum annuel de jours de formation fixé au paragraphe 1^{er}, du nombre de mi-temps de formateur octroyés au CTA, de sa capacité d'accueil et des publics potentiels.

Cet objectif est révisé tous les 5 ans sur base de l'évaluation du dispositif visée à l'article 6/3, sauf si un changement objectif de nature à remettre en question l'objectif fixé intervient pendant cette période.

§ 3. Des balises relatives à l'accueil des différents publics sont fixées :

1° 75 % de l'ensemble des heures de formation réservées aux publics visés aux points 1°, 2° et 3° de l'article 5/2, dont au moins 5 % à destination des publics visés au point 3° du même article ;

2° 15 % de l'ensemble des heures de formation réservées au public visé au point 6° de l'article 5/2 ;

3° 10 % de l'ensemble des heures de formation réservées aux publics visés aux points 4°, 5° et 7° de l'article 5/2.

Chaque Comité d'accompagnement visé à l'article 6/1 fixe les objectifs spécifiques de fréquentation à atteindre annuellement, dans le strict respect des balises et en veillant à garantir une diversité des publics formés. Ceux-ci doivent être communiqués au Gouvernement dans le mois qui suit la décision.

§ 4. Les CTA ont un délai de trois ans à partir de la fixation des objectifs pour atteindre ceux-ci.

En cas de manquement, il est procédé à une analyse de la situation par les services du Gouvernement, avec l'appui, le cas échéant, du Service général de l'Inspection, qui émettent des recommandations à l'attention du Gouvernement. Si de nouveaux objectifs doivent être définis, le Gouvernement les fixe.

Une convention d'atteinte d'objectifs, établie par les services du Gouvernement et spécifiant notamment les mesures à prendre par le CTA, est signée par le pouvoir organisateur de l'école accueillant le CTA et approuvée par le Gouvernement. Les objectifs sont à atteindre endéans les deux ans après signature de la convention.

En cas de non-respect des dispositions figurant dans la convention ou de non atteinte des objectifs fixés, une analyse approfondie de la situation du CTA est effectuée par les services du Gouvernement, avec l'appui, le cas échéant, du Service général de l'Inspection. Sur base des conclusions de cette analyse, le Gouvernement décide soit de la signature d'une nouvelle convention pour deux années, assortie de la possibilité de diminuer de 20% les dotations ou subventions pour frais de consommables, visées au paragraphe 2 de l'article 6/9, soit du retrait du label CTA, conformément à la procédure prévue à l'article 6/4.

Article 6/3. - § 1^{er}. Le Gouvernement procède tous les cinq ans à une évaluation du dispositif CTA.

§ 2. L'évaluation du dispositif CTA, quantitative et qualitative, a pour objectif d'analyser les fréquentations effectives et potentielles des CTA, mais aussi les mesures prises par ceux-ci pour promouvoir leurs activités et dynamiser leurs relations avec les différents partenaires, en ce compris les organismes de formation régionaux, la mise en place de nouvelles formations, la plus-value apportée par les formations suivies en CTA et l'adéquation des formations organisées par les CTA avec les besoins du marché de l'emploi.

Afin de favoriser l'échange, la synergie et la cohérence entre les différentes parties prenantes liées au dispositif CTA, le Gouvernement prend avis auprès des Bassins enseignement-formation-emploi, ainsi que des représentants du monde de l'entreprise et du secteur de l'enseignement, sur les points qui relèvent de la compétence de chaque instance.

§ 3. Un Comité de suivi est instauré.

Il a pour mission de veiller à l'évaluation du dispositif et à la fixation d'indicateurs, de formuler des recommandations d'amélioration, d'adresser celles-ci au Gouvernement et de veiller à l'application des mesures retenues.

Ce Comité de suivi est présidé par le Ministre en charge de l'enseignement obligatoire ou son représentant et est composé a minima de représentants du Ministre-Président, du Ministre en charge de l'enseignement supérieur et du Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale et des services du Gouvernement.

Article 6/4. - § 1^{er}. Le Gouvernement peut retirer son label à un CTA en cas de manquement grave ou répété à ses obligations, ainsi qu'en cas de refus par le pouvoir organisateur de l'école accueillant le CTA de signer la convention d'atteinte d'objectifs visée à l'alinéa 3 du paragraphe 4 de l'article 6/2.

§ 2. Le retrait du label est lié soit à la procédure d'évaluation systématique du dispositif CTA décrite à l'article 6/3 soit au constat d'un manquement grave.

§ 3. Le Gouvernement décide des conséquences de la perte du label tant au niveau des équipements mis à disposition du CTA qu'au niveau des investissements financiers consentis.

§ 4. La procédure de retrait de label, qu'elle résulte de la procédure d'évaluation systématique ou du constat d'un manquement grave, est la suivante :

1° le pouvoir organisateur de l'école accueillant le CTA est informé des faits reprochés par les services du Gouvernement. Il a 60 jours pour formuler une réponse ;

2° Le dossier est transmis au Comité de pilotage visé à l'article 10 pour avis. Celui-ci peut entendre, s'il le souhaite, les différentes parties prenantes au dossier. Il adresse ses recommandations au Gouvernement ;

3° le Gouvernement prend sa décision sur base du dossier administratif, de la réponse du pouvoir organisateur et de l'avis du Comité de pilotage ;

4° le pouvoir organisateur de l'école accueillant le CTA est averti par courrier recommandé de la décision du Gouvernement dans les 30 jours qui suivent celle-ci et, en cas de décision de retrait du label, des conséquences de cette décision.

Article 6/5 - § 1^{er}. La Communauté française met à disposition des CTA des équipements dans le cadre de leurs missions.

Ces équipements restent la propriété de la Communauté française et sont mis à disposition des CTA labellisés par le biais d'une convention de mise à disposition signée par le représentant du pouvoir organisateur de l'école accueillant le CTA et le Gouvernement.

§ 2. Ces équipements sont acquis sur base d'un plan d'investissement pluriannuel de six années réalisé en concertation entre CTA d'un même secteur.

Le Gouvernement décide des acquisitions à réaliser annuellement en se basant sur la proposition de sélection annuelle élaborée par la Commission de suivi et de sélection visée à l'article 9 sur base des plans d'investissement pluriannuels de chaque CTA, des objectifs pédagogiques poursuivis, des besoins urgents, de l'avancée d'éventuels travaux d'aménagement et des réunions de concertation entre CTA.

§ 3. L'acquisition de ces équipements est réalisée par le Gouvernement.

Le Gouvernement désigne trois équivalents temps plein à cet effet. Ils assurent également le bon fonctionnement et l'animation du dispositif CTA. Ils sont aussi associés aux initiatives visant à articuler les réseaux des CDC, des CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) et des CTA. Les chargés de mission désignés peuvent également être amenés à gérer la mise en place de projets spécifiques apportant une plus-value aux formations dispensées au sein de l'enseignement secondaire qualifiant et visés à l'article 6/12.

§ 4. Les équipements mis à disposition des CTA sont assurés par la Communauté française.

§ 5. La Communauté française rembourse, dans le respect des crédits disponibles, les frais liés à la maintenance préventive ou curative effectuée sur les équipements mis à disposition des CTA. Ce remboursement se fait sur base d'une déclaration de créance et des pièces justificatives y afférentes.

Les demandes éligibles sont remboursées au fur et à mesure, en respectant l'ordre d'introduction, et ce, jusqu'à épuisement du budget visé au paragraphe 5 de l'article 7.

§ 6. Si des équipements, dont la Communauté française est propriétaire, mis à disposition des CTA, ne sont plus utilisés ou réparables, ceux-ci doivent faire l'objet d'un signalement conformément à la procédure de déclassement définie par le Gouvernement.

Par dérogation aux articles 42, 44 et 45 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, le Ministre en charge de l'enseignement obligatoire ou son délégué peut autoriser les équipements pédagogiques mis à disposition des CTA par la Communauté française et restant la propriété de celle-ci à être cédés, une fois désaffectés, à titre onéreux dans le cadre d'un marché public d'acquisition de nouveaux équipements à destination des CTA, sous la forme d'un rabais, ou à titre gratuit à l'association sans but lucratif visée à l'article 8 ou à être recyclés.

Article 6/6. - § 1^{er}. Chaque CTA transmet un planning prévisionnel d'occupation au Comité d'accompagnement, défini à l'article 6/1, et au Gouvernement deux fois par an (le 1^{er} février et le 1^{er} octobre).

§ 2. Chaque CTA se dote d'un règlement d'ordre intérieur sur base d'un modèle fixé par le Gouvernement.

§ 3. Le CTA envoie au Gouvernement un rapport d'activité annuel pour le 30 avril de chaque année.

Ce rapport contient une partie quantitative reprenant l'ensemble des chiffres de fréquentation de l'année écoulée tant au niveau global qu'au niveau de chaque public-cible, chiffres validés préalablement par les services du Gouvernement, et une partie qualitative. Cette dernière doit notamment expliquer les causes de la hausse, de la baisse ou de la non fréquentation des publics-cibles, les démarches entreprises pour faire venir les publics potentiels, les nouvelles formations développées, les moyens de communication utilisés, les actions de promotion, les partenariats mis en place, les initiatives prises pour promouvoir les métiers techniques et technologiques, l'égalité hommes-femmes, l'égalité des chances pour tous, le développement durable et la préservation de l'environnement, ainsi que les difficultés rencontrées, les réussites, les risques, les opportunités et les points d'amélioration.

§ 4. Les coordonnateurs et formateurs CTA rédigent un journalier reprenant les activités réalisées. Celui-ci est mis à disposition des services du Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement peut sanctionner d'une diminution de minimum 5% et de maximum 15% de la dotation ou subvention pour frais de fonctionnement, visée à l'article 6/10, la non-transmission dans les délais d'un ou de l'ensemble des documents mentionnés aux paragraphes 1^{er} et 3 durant trois années consécutives.

Article 6/7. - § 1^{er}. Les CTA doivent assurer la promotion des formations qu'ils organisent auprès de leurs différents publics-cibles.

La mise en œuvre d'une information et d'une promotion active du CTA vers ses publics potentiels est une condition de base au financement des frais de fonctionnement et de consommables. La transmission au Gouvernement, pour le 30 avril, des supports de promotion réalisés au cours de l'année écoulée doit en attester.

§ 2. Les opérateurs de formation professionnelle continue sont chargés d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant.

Article 6/8. - § 1^{er}. Les CTA proposent une offre de formation complémentaire à celle dispensée au sein de l'enseignement, ainsi qu'au sein des CDC et CDR/Pôle Formation Emploi (PFE). Cette offre de formation doit être approuvée une fois par an par le Comité d'accompagnement du CTA visé à l'article 6/1.

§ 2. Les écoles adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée par les CTA de telle manière que les temps de formation des élèves soient valorisés dans le cadre de leurs apprentissages.

§ 3. Chaque CTA établit un programme de découverte d'un ou plusieurs métier(s) à destination, dans l'enseignement ordinaire, des élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et des trois premières années de l'enseignement secondaire, et dans l'enseignement spécialisé, des élèves âgés d'au moins 10 ans scolarisés dans l'enseignement fondamental, des élèves de la deuxième phase de l'enseignement secondaire de forme 3 et des élèves des trois premières années de l'enseignement secondaire de forme 4.

Ce programme, d'une durée minimum d'une demi-journée, comprend, dans la mesure du possible, des activités dans lesquelles les élèves sont acteurs.

§ 4. L'accueil des différents publics se réalise sur base de conventions bilatérales entre, d'une part, le pouvoir organisateur de l'école accueillant le CTA ou son délégué et, d'autre part, l'utilisateur (pouvoir organisateur de l'école ou de l'établissement, IFAPME/EFP, FOREM, Bruxelles Formation, CDC, CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), etc.). Les conventions peuvent être étendues à d'autres intervenants si nécessaire.

Ces conventions bilatérales, dont les services du Gouvernement fixe le modèle, prévoient les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements et de programme de formation spécifique.

§ 5. Les formations sont dispensées soit par le formateur CTA soit par un formateur désigné par l'utilisateur. Quel que soit le choix de l'utilisateur, celui-ci doit être mentionné dans la convention bilatérale.

Dans le cas où la formation est dispensée par le formateur du CTA, au moins un accompagnateur, désigné par l'utilisateur, doit être présent en CTA avec chaque groupe d'apprenants. Cet ou ces accompagnateurs sont les seuls habilités à gérer la discipline et secondent le formateur CTA lors de la formation. De plus, au moins un accompagnateur doit avoir préalablement suivi une formation correspondant au matériel mis à disposition par le CTA. Cette formation peut être suivie soit dans le CTA où est organisée la formation, soit dans un CDC, soit dans un CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), soit dans un autre CTA. Dans les trois derniers cas, la personne doit attester de cette formation au plus tard le premier jour de la formation des apprenants.

Dans le cas où la formation est dispensée par le formateur désigné par l'utilisateur, celui-ci doit avoir reçu préalablement une formation adéquate eu égard au matériel mis à disposition par le CTA et doit pouvoir en attester au plus tard le premier jour de la formation des apprenants. Il peut suivre cette formation dans un CDC, un CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), dans le CTA concerné ou dans un autre CTA. Le formateur CTA peut seconder le formateur désigné par l'utilisateur.

Article 6/9. - § 1^{er}. Les coûts liés aux formations organisées en CTA sont de trois types :

1° les frais de déplacement des apprenants et de l'/des accompagnateur(s) ou enseignant(s) vers les CTA, et les frais d'hébergement éventuels. L'organisation et la gestion du transport et de l'hébergement des apprenants et du/des accompagnateur(s) ou enseignant(s) sont de la responsabilité de l'utilisateur ;

2° les frais de fonctionnement annuels du CTA. Par frais de fonctionnement, il faut entendre les frais relatifs à la consommation d'eau, de gaz, d'électricité et au chauffage ; à la téléphonie et à la connexion Internet ; aux photocopies ; au nettoyage des locaux ; à l'évacuation des déchets normaux et/ou dangereux ; aux alarmes et à leur entretien ; à l'achat de fournitures diverses nécessaires au bon fonctionnement du CTA (hors achat de consommables) ; à la promotion du CTA ;

3° les frais de consommables. Par frais de consommables, il faut entendre les dépenses liées à l'achat de matières premières et de matériel non-récupérable indispensables à l'organisation des formations.

§ 2. Sont pris en charge par la Communauté française, selon les modalités définies par le Gouvernement et dans le respect des crédits disponibles, les frais de déplacement, d'hébergement et de consommables liés aux formations organisées à destination :

1° des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant ;

2° des élèves et des enseignants du 3^e degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire ;

3° dans l'enseignement ordinaire, des élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et des trois premières années de l'enseignement secondaire, et dans l'enseignement spécialisé, des élèves âgés d'au moins 10 ans scolarisés dans l'enseignement fondamental et des élèves de la deuxième phase de l'enseignement secondaire de forme 3.

Concernant les publics visés au point 3°, le remboursement des frais de déplacement ne peut dépasser la limite annuelle fixée par le Gouvernement.

§ 3. Sont pris en charge par la Communauté française, selon les modalités définies par le Gouvernement et dans le respect des crédits disponibles, les frais de consommables liés aux formations organisées à destination des étudiants et des enseignants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale. La prise en charge de ces frais ne peut dépasser la limite annuelle fixée par le Gouvernement.

§ 4. Les consommables utilisés lors de la formation des autres publics font l'objet d'une facturation basée sur les montants alloués aux CTA pour les frais de consommables de l'année précédente.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut dispenser un utilisateur du paiement des coûts de formation si une convention multilatérale entre, au minimum, le Gouvernement, l'utilisateur et le pouvoir organisateur du CTA précise d'autres modalités de financement. Les conventions signées avant le 1^{er} janvier 2024 doivent faire l'objet d'une nouvelle demande.

Article 6/10. - § 1^{er}. Chaque CTA reçoit annuellement deux dotations ou subventions : la première relative à ses coûts de fonctionnement et la seconde relative à ses coûts de consommables.

§ 2. Ces dotations ou subventions sont calculées et liquidées sur base des dépenses réelles, dans les limites de l'enveloppe visée au paragraphe 4 de l'article 7, selon les modalités définies par le Gouvernement.

§ 3. Chaque CTA doit justifier de l'utilisation de ces deux dotations ou subventions au plus tard le 15 février de l'année suivante.

Article 6/11. - § 1^{er}. Le dispositif CTA est coordonné par le Gouvernement.

Pour assurer ses missions de coordination, le Gouvernement est assisté par la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

§ 2. La coordination du dispositif CTA consiste notamment en :

1° l'analyse des projets de labellisation ;

2° la promotion du dispositif auprès des écoles d'enseignement qualifiant en concertation, le cas échéant, avec les organismes de formation professionnelle continue ;

3° l'exécution des décisions du Gouvernement relatives au dispositif ;

4° l'élaboration d'indicateurs et d'outils statistiques permettant la vérification et le contrôle de l'accès aux équipements mis à disposition ;

5° l'évaluation de la mise en œuvre des actions ;

6° la gestion administrative et financière du dispositif ;

7° la formulation de toute recommandation visant à améliorer le fonctionnement du dispositif. ».

Art. 18. Avant l'article 7 du même décret, sont insérés un titre 7 et un article 6/12 rédigés comme suit :

« TITRE 7 : Projets spécifiques apportant une plus-value aux formations dispensées au sein de l'enseignement secondaire qualifiant

Article 6/12. - § 1^{er}. Des projets relevant d'une collaboration entre l'enseignement et le monde de l'entreprise et ayant pour objectif de donner une plus-value à la formation des élèves des options concernées peuvent être mis en place à la demande soit du Gouvernement soit d'un secteur professionnel.

Ces projets font l'objet d'une convention entre le Gouvernement et le secteur professionnel concerné dans le respect des missions prioritaires de l'enseignement, ainsi que des statuts et des textes réglementaires qui s'appliquent aux travailleurs. Cette convention explique l'objectif poursuivi par le projet, les publics visés et les moyens apportés par les deux parties.

§ 2. Chaque projet fait l'objet d'un rapport d'activité annuel à adresser au Gouvernement au plus tard le 5 juillet de l'année suivante.

Ce rapport doit expliquer l'avancement du projet et les actions qui doivent encore être mises en place pour atteindre les objectifs fixés. Les actions de promotion et les dépenses effectuées dans le cadre du projet doivent obligatoirement être explicitées.

§ 3. Un Comité d'accompagnement est instauré. Il se compose d'un représentant du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire, qui en assure la présidence, d'un représentant de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, du responsable du projet, qui en assure le secrétariat, d'un représentant du secteur professionnel concerné et d'un représentant du Service général de l'Inspection. D'autres personnes peuvent être invitées en raison de leur expertise.

Le Comité d'accompagnement examine le rapport d'activité annuel, les dépenses et soumet, le cas échéant, au Gouvernement des recommandations en vue de la bonne conduite et de l'amélioration du projet. Il se réunit donc au moins une fois par an.

§ 4. Chaque projet est coordonné par le Gouvernement.

Afin de remplir ces missions, le Gouvernement peut allouer des moyens humains complémentaires aux services du Gouvernement en charge du projet.

§ 5. Les CTA peuvent participer de manière active aux projets visés au paragraphe 1^{er}.

Dans ce cadre, les CTA sont autorisés à recevoir des équipements sans que ceux-ci ne figurent dans le plan d'investissement pluriannuel visé au paragraphe 2 de l'article 6/5.

§ 6. Le Gouvernement procède tous les trois ans à une évaluation des projets spécifiques et adapte ceux-ci, le cas échéant. ».

Art. 19. Avant l'article 7 du même décret, est inséré un titre 8 rédigé comme suit :

« TITRE 8 : Financement ».

Art. 20. L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 7. - § 1^{er}. Pour remplir les objectifs visés aux points 1°, 2° et 5° de l'article 3, un montant minimum annuel de 5.205.000 euros est réparti comme suit :

1° 4.000.000 euros pour le financement de matériel pédagogique durable nécessaire à la qualification des élèves dans les écoles ;

2° 1.000.000 euros pour l'acquisition d'équipements mis à disposition des CTA et repris dans le plan d'investissement pluriannuel des CTA concernés ;

3° 205.000 euros pour le subventionnement d'une association sans but lucratif dédiée la récupération et à la redistribution d'équipements visée à l'article 8.

Le Gouvernement peut modifier la répartition des montants entre les points 1° et 2° en fonction de la proposition de sélection des équipements pour les CTA élaborée par la Commission de suivi et de sélection visée à l'article 9 et entre les points 1° et 3° en fonction du budget initial de l'association définie à l'article 8 pour l'année considérée.

§ 2. Le montant défini au point 1° du paragraphe 1^{er} est réparti, pour chaque région, entre le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française et les fédérations de pouvoirs organisateurs au prorata de leur population scolaire respective dans l'enseignement secondaire qualifiant au 15 janvier de l'année civile concernée.

§ 3 Dans le cadre de l'appel à projets annuel pour l'acquisition des équipements visé à l'article 4, la dotation ou la subvention non justifiée pour tout ou partie peut être réaffectée par les services du Gouvernement, sur base d'une proposition des Commissions de suivi opérationnel, à des projets sélectionnés au cours du même appel à projets pour autant que le montant des équipements acquis dépasse le montant initialement prévu. Si une sélection doit être opérée entre ces projets, celle-ci est effectuée sur base des critères de priorité et de sélection visés aux paragraphes 5 et 6 de l'article 4.

§ 4. Un montant minimum annuel de 1.245.000 euros est exclusivement alloué pour la prise en charge des frais d'assurance liés aux équipements mis à disposition des CTA, de la dotation et subvention pour frais de fonctionnement, de la dotation et subvention pour frais de consommables et du remboursement des frais de déplacement et d'hébergement.

§ 5. En sus des montants visés aux paragraphes 1^{er} et 4, un montant minimum annuel de 250.000 euros est dédié à la maintenance des équipements des CTA acquis par la Communauté française.

En fonction de la consommation des moyens budgétaires prévus pour la maintenance des équipements au 15 septembre, des montants complémentaires peuvent être affectés à la prise en charge des frais définis au paragraphe 4.

§ 6. En sus des montants visés aux paragraphes 1^{er}, 4 et 5, un budget annuel est octroyé au fonctionnement des projets définis au paragraphe 1^{er} de l'article 6/12. ».

§ 7. En sus des montants visés aux paragraphes 1^{er}, 4, 5 et 6, une subvention annuelle est allouée à l'association sans but lucratif TechnoCampus. Ce montant est destiné à couvrir une partie des frais liés à l'organisation de formations à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant, ainsi que des étudiants et

enseignants de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur. Le Gouvernement fixe le montant de la subvention et précise les conditions d'utilisation et de liquidation de celle-ci.

Le Gouvernement procède tous les trois ans à une évaluation des activités subventionnées.».

Art. 21. Avant l'article 8 du même décret, les mots « Répartition de matériels récupérés » sont remplacés par les mots « TITRE 9 : Association sans but lucratif dédiée à la récupération et à la redistribution d'équipements ».

Art. 22. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 8 du même décret :

1° aux alinéas 1 et 2, les mots « des réseaux d'enseignement qualifiant » sont remplacés par les mots « du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française et des fédérations de pouvoirs organisateurs » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « mixte visée » sont abrogés ;

3° un alinéa 6 rédigé comme suit : « Le Gouvernement procède tous les trois ans à une évaluation des activités de l'association.» est inséré.

Art. 23. Les articles 9 et 10 sont remplacés par ce qui suit :

« TITRE 10 : Commission de suivi et de sélection

Article 9. - § 1^{er}. Le Gouvernement met en place une Commission de suivi et de sélection chargée de :

1° se prononcer sur les équipements sélectionnés pour les CTA ;

2° prendre connaissance de l'évaluation des appels à projets relatifs à la modernisation de l'équipement pédagogique dans les écoles d'enseignement secondaire qualifiant visée à l'article 4/4 et de l'évaluation du dispositif CTA visée à l'article 6/3 et formuler, le cas échéant, des recommandations d'amélioration ;

3° proposer une répartition des moyens non justifiés dans le cadre des appels à projets relatifs à la modernisation de l'équipement pédagogique dans les écoles d'enseignement secondaire qualifiant.

§ 2. La Commission de suivi et de sélection est composée :

1° d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire qui en assure la présidence ;

2° d'un représentant du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française et de chaque fédération de pouvoirs organisateurs ;

3° deux représentants de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire dont le Directeur général de l'Enseignement obligatoire ou son représentant ;

4° d'un représentant du Service général de l'Inspection.

Les services du Gouvernement en charge du dispositif assurent le secrétariat.

La Commission de suivi et de sélection prend ses décisions par consensus.

TITRE 11 : Comité de pilotage

Article 10. - § 1^{er}. Le Gouvernement instaure un Comité de pilotage chargé de :

1° se prononcer sur la proposition de sélection des projets CTA à labelliser et sur la proposition de sélection de projets introduits dans le cadre de l'appel à projets annuel visé à l'article 4 ;

2° se prononcer sur le rapport d'activité annuel du dispositif CTA ;

3° se prononcer, en cas de contestation, sur les demandes de remboursement faisant suite à la constatation d'une irrégularité lors des contrôles des équipements acquis dans le cadre de l'appel à projets ;

4° formuler un avis sur les projets de retrait de label CTA à l'attention du Gouvernement ;

5° prendre connaissance de l'évaluation des appels à projets relatifs à la modernisation de l'équipement pédagogique dans les écoles d'enseignement secondaire qualifiant visée à l'article 4/4 et de l'évaluation du dispositif CTA visée à l'article 6/3, formuler des recommandations d'amélioration en s'appuyant notamment sur les recommandations formulées par la Commission de suivi et de sélection, les adresser au Gouvernement et veiller à l'application des mesures retenues.

§ 2 Le Comité de pilotage est composé :

1° d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire qui en assure la présidence ;

2° d'un représentant du Ministre-président ;

3° d'un représentant du Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale;

4° d'un représentant du Ministre en charge de l'enseignement supérieur ;

5° de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives des membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

6° du Directeur général de l'enseignement obligatoire ou son représentant;

7° d'un représentant du FOREM ;

8° d'un représentant d'ACTIRIS ;

9° d'un représentant de Bruxelles-Formation.

Les membres visés aux points 1° à 6° ont voix délibérative. Les membres visés aux points 7° à 9° ont voix consultative.

Les services du Gouvernement en charge du dispositif assurent le secrétariat.

Le Comité de pilotage prend ses décisions à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. ».

Art. 24. Avant l'article 11 du même décret, est inséré un titre 12 rédigé comme suit :

« TITRE 12 : Dispositions finales ».

Art. 25. A l'article 11 du même décret, les mots « Dispositions abrogatoires » sont abrogés.

Art. 26. A l'article 12 du même décret, les mots « Entrée en vigueur » sont abrogés.

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 26 août 2024, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 11 et de l'article 17 - uniquement en ce qu'il insère un article 6/10 dans le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées - qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 697-1 – Amendement(s) en commission, n° 697-2 – Texte adopté en commission, n° 697-3 – Amendement(s) en séance, n° 697-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 697-5
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 17 avril 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/005348]

18 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de artikelen 1, 3, 4 en 8 van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie wordt het woord "inrichtingen" telkens vervangen door het woord "scholen".

Art. 2. Vóór artikel 1 van hetzelfde decreet wordt het woord «Toepassingsgebied» vervangen door de woorden « TITEL 1 : Toepassingsgebied, definities en doel ».

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "en gespecialiseerde van vorm 4" worden ingevoegd tussen de woorden "gewoon secundair onderwijs" en de woorden "met volledig leerplan";

2° het woord "gewoon" tussen de woorden "met volledig leerplan" en "alternerend" wordt geschrapt;

3° de woorden "de derde en vierde graden, georganiseerd of gesubsidieerd" worden vervangen door de woorden "in het vierde, vijfde, zesde en zevende jaar, alsmede in de vierde graad, georganiseerd of gesubsidieerd";

4° het woord "gespecialiseerd" tussen de woorden "inrichtingen voor" en "secundair onderwijs" wordt opgeheven;

5° de woorden "de derde graad organiseren van de kwalificatieafdeling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan en alternerend evenals de gegroepeerde basisopties gegroepeerd in het stelsel van de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen en de inrichtingen die" worden vervangen door de woorden "alternerende opleidingen zoals bedoeld in artikel 2bis, § 1, 2° van het decreet van 3 juli 1991 houdende de organisatie van alternerend onderwijs of";

6° de woorden "gewoon secundair onderwijs alsook de leerlingen van de laatste cyclus van het basisonderwijs en van de eerste graad van het secundair onderwijs" worden vervangen door "alsook, in het gewoon onderwijs, de leerlingen van de laatste cyclus van het basisonderwijs en van de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs, en in het gespecialiseerd onderwijs, de leerlingen van ten minste 10 jaar oud die zijn ingeschreven in het basisonderwijs, de leerlingen van de tweede fase van het secundair onderwijs van vorm 3 en de leerlingen van de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs van vorm 4". ».

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "Definities" wordt opgeheven;

2° in punt 3° worden de woorden ", werkzoekenden en werknemers " vervangen door de woorden "en werkzoekenden ";

3° in punt 6 worden de woorden "het decreet van 30 april 2009 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort " S.F.M.Q. " " vervangen door "het decreet van 10 december 2015 tot instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ)(Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties), afgekort "SFMQ "";

4° punt 9° wordt vervangen als volgt :

"9° "Traject van kwalificerend onderwijs" (PEQ): het traject bepaald in artikel 2, 4° van het decreet van 20 juli 2022 betreffende het traject van kwalificerend onderwijs (PEQ). ».

Art. 5. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de punten 13, 14°, 15° en 16°, luidend als volgt :

"13° "Kwalificatieprofiel": document bepaald in artikel 1.3.1-1, 47°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

14° «Opleidingsprofiel » : profiel bepaald in artikel 1.3.1-1, 48° van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

15° "Zoneraden": raden gedefinieerd in artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen scholen in het secundair onderwijs;

16° "Sectorale fondsen": Fondsen voor bestaanszekerheid opgericht overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid".

Art. 6. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Doel van het decreet " worden opgeheven;

2° in punt 1 worden de woorden "in de gelabelde CGT's" opgeheven ;

3° in punt 2° worden de woorden "de werking van de gelabelde CGT's " vervangen door de woorden "de goede werking van CGT's en de modernisering van de uitrusting die hen ter beschikking wordt gesteld ";

4° punt 3° wordt vervangen als volgt :

"3° het CGT-labellingsproces definiëren; ".

Art. 7. Artikel 3 wordt aangevuld met de punten 4° en 5°, luidend als volgt :

"4° specifieke projecten ontwikkelen die een meerwaarde geven aan de opleidingen in het kwalificerend secundair onderwijs;

5° een jaarlijkse subsidie garanderen van een vereniging zonder winstoogmerk die zich bezighoudt met het terughalen en herverdelen van uitrusting, en toezien op de naleving van de desbetreffende regels. ».

Art. 8. Tussen artikel 3 en artikel 4 van hetzelfde decreet wordt een titel 2 ingevoegd, luidend als volgt : « TITEL 2 : Modernisering van het pedagogisch materiaal in de scholen van het kwalificerend secundair onderwijs ".

Art. 9. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Modernisering van de uitrustingen " worden opgeheven;

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "stelt bedragen ter beschikking van de inrichtingen voor kwalificerend secundair onderwijs voor " vervangen door de woorden "kent jaarlijks aan de inrichtende machten van de scholen voor kwalificerend secundair onderwijs een dotatie of subsidie toe die bestemd is voor ";

3° in dezelfde paragraaf worden de leden 2 tot 8 opgeheven ;

4° de paragrafen 2 en 3 worden vervangen als volgt :

« § 2. Deze dotatie of subsidie wordt toegekend na een jaarlijkse oproep tot projecten.

§ 3. De inrichtende machten van scholen die projecten indienen, zijn ertoe gehouden :

1° een beleid van bijscholing voor leerkrachten in het kwalificerend onderwijs te voeren dat erop gericht is deze leerkrachten in staat te stellen het door de Regering geselecteerde materiaal op gepaste wijze te gebruiken;

2° de kwalificatieprofielen of, bij gebrek daaraan, de opleidingsprofielen toe te passen, met inbegrip van de uitrustings- en beoordelingsprofielen die in elk kwalificatieprofiel zijn opgenomen;

3° de verplichtingen en termijnen na te leven die door de Regering zijn vastgelegd met betrekking tot de verantwoording van het gebruik van de toegekende dotaties of subsidies. ».

Art. 10. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de paragrafen 4, 5, 6 en 7, luidend als volgt :

« § 4. Om in aanmerking te komen voor de jaarlijkse oproep tot projecten, moeten de projecten aan de volgende cumulatieve criteria voldoen :

1° ze moeten worden ingediend door de inrichtende macht van een school van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die opties van het technisch kwalificatie- of beroepsonderwijs organiseert, met volledig leerplan en/of in het alternerend onderwijs in de leerjaren 4, 5, 6 en 7 of in de vierde graad en/of die alternerende opleidingen organiseert zoals bedoeld in artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend onderwijs of door de inrichtende macht van een school van het gespecialiseerd secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die de 3de fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 met volledig leerplan en/of alternerend organiseert;

2° ze moeten gericht zijn op de aankoop van duurzaam pedagogisch materiaal dat nodig is voor de kwalificatie van de leerlingen. Aanvragen voor kantoormeubilair worden systematisch uitgesloten van de oproep tot projecten.

§ 5. Tijdens het selectieproces worden alle aanvragen voor uitrusting beoordeeld. Voor elk van de volgende criteria wordt één punt toegekend:

1° de aanvraag voor uitrusting heeft betrekking op een school voor gespecialiseerd onderwijs van vormen 3 en/of 4;

2° de aanvraag voor uitrusting heeft een prioritair advies gekregen van de Zoneraad voor niet-confessioneel onderwijs of van de Zoneraad voor confessioneel onderwijs van de betrokken zone;

3° de aanvraag voor uitrusting heeft een prioritair advies gekregen van het betrokken sectorale fonds;

4° de aanvraag voor uitrusting heeft een prioritair advies gekregen van de betrokken Zone kwalificerend onderwijs - opleiding - arbeidsbemiddeling.

Aanvragen voor uitrusting die 4 of 3 punten hebben behaald, worden automatisch opgenomen in het selectievoorstel dat aan de het Sturingscomité bedoeld in artikel 10 wordt voorgelegd. Andere aanvragen voor uitrusting moeten worden onderzocht in het licht van de criteria bepaald in paragraaf 6.

Als het gecumuleerde aantal aanvragen voor uitrusting met 4 of 3 punten het bedrag overschrijdt dat is toegewezen aan de jaarlijkse oproep tot projecten en daaruit een selectie moet worden gemaakt, krijgen de aanvragen die aan een of meer van de selectiecriteria opgenomen in paragraaf 6 voldoen, voorrang.

§ 6. Naast de prioriteiten die in de vorige paragraaf uiteengezet zijn, is de projectselectie gebaseerd op de volgende criteria:

1° de technologisch geavanceerde aard van de gevraagde uitrusting;

2° de naleving van milieu- en veiligheidsnormen;

3° milieu- en onderwijsinnovatie;

4° de aard van de uitrusting en de bedragen die in voorgaande jaren werden toegekend;

5° goede leeromstandigheden garanderen, ongeacht de betrokken opties en sectoren;

6° ondersteuning voor opties die zich uitbreiden en dit grote behoeften hebben aan nieuwe uitrusting, of voor opties die een sterke groei in bezoekersaantallen kennen;

7° de gezondheids- en veiligheidsomstandigheden verbeteren;

8° de gebruiksgraad van de apparatuur.

Elk project dat aan minstens één van deze selectiecriteria voldoet, wordt opgenomen in het selectievoorstel dat aan het in artikel 10 bedoelde sturingsgroep wordt voorgelegd.

Als het gecumuleerde aantal projecten dat aan ten minste één van deze selectiecriteria voldoet, hoger is dan het bedrag dat toegewezen is voor de jaarlijkse oproep tot projecten en er een selectie moet worden gemaakt, krijgen projecten die aan één of meer van de eerste drie selectiecriteria hierboven voldoen, voorrang. Als het gecumuleerde bedrag van deze projecten het bedrag van de jaarlijkse oproep tot projecten blijft overschrijden, krijgen projecten die aan ten minste twee van de eerste drie selectiecriteria voldoen voorrang.

§ 7. De Regering draagt 80% van de kosten in verband met de aankoop van deze uitrusting en de overige 20% wordt betaald door de inrichtende macht van de begunstigde school.

De procedures voor de uitbetaling van de dotatie of subsidie worden bepaald door de Regering. Voor elke oproep tot projecten stelt de Regering de datum vast waarop de bewijsstukken moeten worden ingediend.

Als de bewijsstukken niet binnen de termijn kunnen worden ingediend als gevolg van objectieve omstandigheden waarop de inrichtende macht van de begunstigde school geen invloed heeft, dient deze ten minste 30 dagen voor de uiterste datum een verzoek tot verlenging van de termijn in. In geen enkel geval mag de toegestane verlenging meer dan 365 dagen bedragen. Als de aangevraagde verlenging wordt geweigerd, moet de eerste schijf van de toegekende dotatie of subsidie worden terugbetaald.

Als de bewijsstukken niet binnen de gestelde termijn worden opgestuurd, worden er drie herinneringen gestuurd naar de inrichtende macht. Als de bewijsstukken niet binnen 10 werkdagen na de derde herinnering worden opgestuurd, moet de eerste schijf van de toegekende dotatie of subsidie worden terugbetaald. ».

Art. 11. In hetzelfde decreet worden tussen artikel 4 en artikel 5 de artikelen 4/1, 4/2, 4/3 en 4/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4/1. - De procedure voor het selecteren van lesmateriaal voor scholen van het kwalificerend secundair onderwijs verloopt in de volgende stappen:

1° oproep tot projecten bij de inrichtende machten van de scholen van het kwalificerend onderwijs;

2° de ontvangst en administratieve verwerking van de kandidaturen door de Algemene Directie Leerplichtonderwijs ;

3° adviesaanvraag bij de volgende instanties:

a) Zoneraden voor niet-confessioneel onderwijs en Zoneraden voor confessioneel onderwijs over de omvang van de uitrusting die nodig is voor de uitvoering van kwalificatieprofielen of, bij gebreken hieraan, de opleidingsprofielen van de betrokken gegroepeerde basisoptie , eventueel rekening houdend met de gezamenlijke uitrusting die in de betreffende zone en/of aangrenzende zones beschikbaar is;

b) Zones kwalificerend onderwijs - opleiding - arbeidsbemiddeling over de samenhang tussen de ingediende projecten en de ontwikkeling van transversaal beleid op het gebied van beroepsopleiding, kwalificerend onderwijs, werkgelegenheid en integratie in de betrokken zone;

c) Sectorale fondsen over de adequatie tussen de gewenste uitrusting en de technische en technologische vaardigheden die moeten worden verworven om de arbeidsmarkt te betreden;

4° voorstel tot selectie door de Commissies voor Operationeel Toezicht op basis van de toelatings- en prioriteitscriteria bepaald in de paragrafen 4 en 5 en, in voorkomend geval, op basis van de selectiecriteria opgesomd in paragraaf 6 van artikel 4, met inachtneming van de budgetten toegekend aan de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en aan elke federatie van inrichtende machten, die voor elk gewest berekend worden naar rato van hun schoolbevolking die op 15 januari van het betrokken kalenderjaar in het kwalificerend secundair onderwijs gecertificeerd is;

5° gemotiveerde adviezen van het Sturingscomité bedoeld in artikel 10 ;

6° beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap op basis van de voorstellen van de Commissies voor Operationeel Toezicht en de gemotiveerde adviezen van het Sturingscomité.

Artikel 4/2. - § 1. De inrichtende machten van de in aanmerking komende scholen zijn ertoe gehouden de regels voor de gunning van overheidsopdrachten na te leven bij de aankoop van de door de regering geselecteerde uitrusting.

In geval van niet-naleving van de regels voor de gunning van overheidsopdrachten zijn zij verplicht om het deel van het toegekende bedrag waarvoor een of meer onregelmatigheden werden vastgesteld, terug te betalen, tenzij de regering tot andere terugbetalingsregelingen heeft besloten.

§ 2. Elke in aanmerking komende school waarvan de inrichtende macht in twee van de drie oproepen tot projecten niet ten minste 80% van de toegekende dotatie of subsidie verantwoordt, wordt uitgesloten van de oproep tot projecten die wordt gestart nadat de inrichtende macht van de uitsluiting in kennis is gesteld. Als een herhaling wordt vastgesteld tijdens een van de twee oproepen tot projecten die na de uitsluitingsperiode worden gelanceerd, wordt de inrichtende macht op de hoogte gesteld van een uitsluiting die twee oproepen tot projecten omvat.

Artikel 4/3. - De regering kan binnen een termijn van tien jaar na de betaling van het saldo van de dotatie of de subsidie controles organiseren van de uitrusting die in het kader van de oproep tot projecten in de in aanmerking komende scholen is aangekocht. Hun doel is om te controleren of de uitrusting aanwezig is in de begunstigde school en gebruikt wordt in overeenstemming met de voorwaarden die door de Regering zijn vastgelegd.

Elke vastgestelde onregelmatigheid wordt meegedeeld aan de inrichtende macht van de school. Deze heeft 30 werkdagen de tijd om te antwoorden en de regering op de hoogte te stellen van de objectieve redenen voor de onregelmatigheid. Als er geen antwoord komt van de inrichtende macht of als de rechtvaardiging onvoldoende is, zal voor de bedoelde uitrusting een verzoek tot volledige terugbetaling worden ingediend. De inrichtende macht heeft 30 werkdagen de tijd om de beslissing aan te vechten bij het Sturingscomité bedoeld in artikel 10.

Artikel 4/4. - Om de drie jaar voert de regering een evaluatie uit van de oproepen tot projecten voor de modernisering van het lesmateriaal in de scholen van het kwalificerend secundair onderwijs. ».

Art. 12. Vóór artikel 5 van hetzelfde decreet wordt een titel 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL 3 : Beheer van het CGT-labellingsproces ».

Art. 13. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. - § 1. De Regering kan, indien van toepassing, het label toekennen aan een of meer bijkomende CGT's, zonder dat deze op het moment van de labelling aanspraak kunnen maken op financiering voor hun uitrusting.

Dit label wordt toegekend op basis van een oproep tot projecten die door de Regering wordt gelanceerd, in overeenstemming met de selectieprocedure die in paragraaf 2 wordt bepaald en het bestek dat vooraf door de Regering is goedgekeurd.

§ 2. De selectieprocedure gebeurt als volgt:

1° goedkeuring van het bestek door de Regering ;

2° oproep tot projecten bij de inrichtende machten van de scholen van het kwalificerend onderwijs;

3° ontvangst van de kandidaturen door de Regering en verificatie van de volgende ontvankelijkheidscriteria :

a) de vestiging van het project houdt rekening met de locatie van bestaande CDC's, CDR's/Pôle Formation Emploi (PFE's) en CGT's, evenals met de infrastructuur voor kwalificerende opleiding die in dezelfde sectoren ontwikkeld is, om een maximale geografische dekking van het aanbod van de kwalificerende opleiding te garanderen;

b) het project maakt deel uit van de uitvoering van een geharmoniseerd opleidingsaanbod, in verband met enerzijds de door het FOREM of ACTIRIS vastgestelde tekorten aan arbeidskrachten, de sociaaleconomische behoeften die zijn vastgesteld in de betrokken zone en/of de aangrenzende gebieden, en met de behoeften aan apparatuur die zijn vastgesteld via het register van pedagogische uitrusting;

4° adviesaanvraag bij de volgende instanties:

a) Zoneraad voor niet-confessioneel onderwijs en Zoneraad voor confessioneel onderwijs over de adequatie van de ingevoerde projecten met de kwalificatieprofielen of, bij gebrek hieraan, de opleidingsprofielen van de betrokken gegroepeerde basisopties, in voorkomend geval rekening houdend met de gemeenschappelijke voorzieningen die in de betrokken zone en/of aangrenzende zones beschikbaar zijn;

b) Zones kwalificerend onderwijs - opleiding - arbeidsbemiddeling over de samenhang tussen de ingediende projecten en de ontwikkeling van transversaal beleid op het gebied van beroepsopleiding, kwalificerend onderwijs, werkgelegenheid en integratie in de betrokken zone;

c) Sectorale fondsen over het niveau van adequatie tussen de ingevoerde projecten en de technische en technologische vaardigheden die moeten worden verworven om de arbeidsmarkt te betreden;

5° bezoek aan de lokalen en onderzoek van de ter beschikking gestelde uitrusting;

6° een gemotiveerd advies van de diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor de regeling, rekening houdend met de volgende prioriteitscriteria :

a) er wordt voorrang gegeven aan CGT-projecten met geformaliseerde samenwerking met andere middelbare scholen;

b) er wordt voorrang gegeven aan CGT-projecten met geformaliseerde samenwerking met CDC's en/of CDR's/Pôle Formation Emploi (PFE) en/of andere CGT's;

c) er wordt voorrang gegeven aan CGT-projecten waarvoor geen CDC, CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) of CGT bestaat;

d) er wordt voorrang gegeven aan CGT-projecten in sectoren waar prioritaire beroepen zijn geïdentificeerd door de Zones kwalificerend onderwijs - opleiding - arbeidsbemiddeling ;

e) er wordt voorrang gegeven aan CGT-projecten die een gunstig advies hebben gekregen van het (de) betrokken Sectorale fonds(en) en de Zone kwalificerend onderwijs - opleiding - arbeidsbemiddeling over de sectorale en geografische relevantie van de verwervingen;

f) er wordt voorrang gegeven aan CGT-projecten die een gunstig advies hebben gekregen van de Zoneraad voor niet-confessioneel onderwijs en de Zoneraad voor confessioneel onderwijs in de betrokken overlegzone;

7° voorstel tot selectie door de Commissies voor Operationeel Toezicht op basis van het bestek, de hierboven bepaalde toelatings- en prioriteitscriteria, het verslag van het bezoek en het advies van de diensten van de Regering;

8° gemotiveerd advies van het Sturingscomité bedoeld in artikel 10 ;

9° labellingsbeslissing van de regering op basis van de voorstellen van de Commissies voor Operationeel Toezicht en de gemotiveerde adviezen van het Sturingscomité.

§ 3. De inrichtende machten die een project hebben ingediend, worden binnen een maand schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing van de Regering.

Elke geselecteerde inrichtende macht heeft 24 maanden de tijd om haar project uit te voeren en het CGT in te wijden. Het label is alleen geldig vanaf de begingdatum.

Als een geselecteerde inrichtende macht niet in staat is om het CGT binnen de termijn in te stellen, stelt zij de regering daarvan schriftelijk in kennis. Als de opgegeven redenen onvoldoende worden geacht, moet de inrichtende macht haar aanvraag voor het toekennen van het label aan het project opgeven. ».

Art. 14. Na artikel 5 van hetzelfde decreet worden een titel 4, een artikel 5/1, een titel 5 en een artikel 5/2 ingevoegd, die als volgt luiden:

« TITEL 4 : Opdrachten van de CGT's

Artikel 5/1. - CGT's die het label hebben gekregen hebben als opdrachten :

1° de in artikel 5/2 bepaalde doelgroepen zonder discriminatie te verwelkomen;

2° de kwaliteit van kwalificerende opleidingen te verbeteren door kwantitatieve pedagogische uitrusting ter beschikking te stellen van de doelgroepen;

3° een reeks opleidingen met een hoge toegevoegde waarde aan te bieden als aanvulling op de opleidingen in de scholen van het kwalificerend secundair onderwijs;

4° een reeks opleidingen aan te bieden als aanvulling op de opleidingen die worden aangeboden door de CDC's en CDR's/Pôle Formation Emploi (PFE's), in termen van thema, pedagogie en geografische locatie;

5° een opleidingsaanbod voor te stellen als aanvulling op dat van de operatoren van de voortgezette beroepsopleiding;

6° opleidingen te ontwikkelen in overeenstemming met de betrokken kwalificatie of opleidingsprofielen;

7° opleidingen te ontwikkelen of aan te passen om tegemoet te komen aan de specifieke behoeften of bijzondere moeilijkheden van bepaalde leerlingen;

8° activiteiten te ontwikkelen om technische en technologische beroepen te ontdekken voor leerlingen, in het gewoon onderwijs, in de laatste cyclus van het basisonderwijs en de eerste drie jaar van het secundair onderwijs, en voor leerlingen, in het gespecialiseerd onderwijs, vanaf 10 jaar in het basisonderwijs en leerlingen in de tweede fase van vorm 3 van het secundair onderwijs;

9° een effectief business intelligence-systeem te onderhouden door middel van een regelmatige dialoog met regionale opleidingsinstellingen, beroepssectoren en bedrijven.

TITEL 5 : Doelgroepen

Artikel 5/2. - CGT's staan open voor iedereen, zonder onderscheid:

1° leerlingen en leerkrachten van scholen van het kwalificerend secundair onderwijs ;

2° leerlingen en leerkrachten van de 3de graad van het technisch onderwijs van de doorstromingsafdeling van het gewoon secundair onderwijs;

3° in het gewoon onderwijs, leerlingen in de laatste cyclus van het basisonderwijs en de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs, en in het gespecialiseerd onderwijs, leerlingen vanaf 10 jaar ingeschreven in het basisonderwijs, leerlingen in de tweede fase van het secundair onderwijs van vorm 3 en leerlingen in de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs van vorm 4;

4° de leerlingen en de leerkrachten van het onderwijs voor sociale promotie ;

5° de studenten en de leerkrachten van het hoger onderwijs;

6° de werkzoekenden, via de FOREM en Bruxelles Formation ;

7° de cursisten en opleiders van IFAPME, AViQ en EFP. ».

Art. 15. Vóór artikel 6 van hetzelfde decreet wordt een titel 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL 6 : Werking van CGT's

Art. 16. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6-§ 1. Elke CGT wordt geplaatst onder de leiding van de directeur van de school waarin het gevestigd is.

§ 2. Het dagelijks bestuur van het CGT wordt uitgevoerd door de CGT-coördinator, zoals bepaald in het decreet van 11 juli 2018 tot instelling van een statuut voor de coördinatoren van de centra voor gevorderde technologieën.

§ 3. Opleidingen worden gegeven door een CGT opleider, behalve wanneer de gebruiker de voorkeur geeft aan de diensten van een andere opleider die door hem is aangesteld. Hiervoor wijst de Franse Gemeenschap minstens één voltijds equivalent toe aan elk van de gelabelde CGT's, in overeenstemming met de procedures bepaald door de Regering. Dit voltijds equivalent kan worden opgesplitst in twee maximum.

Afhankelijk van de beschikbare middelen kan er extra halftijd aan de CGT's worden toegewezen, in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde procedures.

Wat betreft de reiskosten woonplaats-CGT ressorteren de CGT-opleiders onder het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden. ».

Art. 17. In hetzelfde decreet worden tussen de artikelen 6 en 7 de artikelen 6/1, 6/2, 6/3, 6/4, 6/5, 6/6, 6/7, 6/8, 6/9, 6/10 en 6/11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 6/1. - § 1. Elk CGT heeft een Begeleidingscomité, waarvan de samenstelling door het CGT zelf wordt bepaald. Deze komt ten minste twee keer per jaar bijeen.

§ 2. De schooldirecteur die verantwoordelijk is voor het CGT zit het Begeleidingscomité voor.

De CGT-coördinator neemt het secretariaat ervan waar.

§ 3. Het Begeleidingscomité moet bestaan uit :

1° minstens 3 personen uit de bedrijfswereld;

2° minstens 3 personen uit het onderwijs. De vertegenwoordiging van de bedrijfswereld moet openstaan voor de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en voor de verschillende federaties van inrichtende machten;

3° een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor de regeling;

4° een vertegenwoordiger van de Minister van leerplichtonderwijs ;

5° een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst;

6° een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het CGT ;

7° een vertegenwoordiger van de beroepsopleiding;

8° ten minste één vertegenwoordiger van de CDC(s) en/of CDR(s)/Pôle Formation Emploi (PFE) die actief zijn in dezelfde sector(en).

De leden bedoeld in de punten 1° tot 6°, alsook de voorzitter bedoeld in paragraaf 2, zijn stemgerechtigd. De leden bedoeld in de punten 7 en 8 hebben een raadgevende stem.

De opdrachthouder bedoeld in het tweede lid, paragraaf 3 van artikel 6/5, die verantwoordelijk is voor de aankoop van de uitrusting die ter beschikking van het CGT wordt gesteld, wordt systematisch uitgenodigd.

§ 4. Het Begeleidingscomité heeft als opdrachten :

1° het huishoudelijk reglement van het CGT bedoeld in paragraaf 2 van artikel 6/6 goed te keuren en ervoor te zorgen dat het overeenstemt met het model bepaald door de Regering en aangepast is aan de specifieke kenmerken van het CGT;

2° de naleving te verzekeren van de opdrachten bepaald in artikel 5/1 en alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de naleving ervan te verzekeren;

3° het toezicht op de aanwezigheid in het CGT te garanderen, acties te evalueren die ondernomen worden om de algemene aanwezigheidsdoelstelling bedoeld in paragraaf 2 van artikel 6/2 en de specifieke aanwezigheidsdoelstellingen te bereiken, en, in voorkomend geval, de uitvoering van de maatregelen die nodig geacht worden om deze doelstellingen te bereiken of de aanwezigheid in het centrum op peil te houden;

4° de specifieke aanwezigheidsdoelstellingen vast te stellen die elk jaar moeten worden gehaald, met strikte naleving van de richtlijnen van paragraaf 3 van artikel 6/2;

5° het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in paragraaf 3 van artikel 6/6 te analyseren en goed te keuren ;

6° het meerjareninvesteringsplan voor de uitrusting te analyseren en goed te keuren die door de Regering ter beschikking wordt gesteld, rekening houdend met de werkzaamheden die nodig zijn om deze uitrusting in dienst te stellen;

7° advies uit te brengen over het door het CGT voorgestelde opleidingsprogramma en voorstellen te doen met het oog op het ontwikkelen van nieuwe opleidingen;

8° een beslissing nemen over het financieel beheer van het CGT en de voorziene uitgaven;

9° de samenwerking verzekeren tussen het CGT en de geassocieerde CDC en/of CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) op het vlak van opleiding, beroepscontrole, sensibiliseringsinitiatieven, enz;

10° alles in het werk stellen om elk probleem dat de goede werking van het CGT in het gedrang brengt en dat geen deel uitmaakt van het dagelijkse bestuur van het centrum, te anticiperen of op te lossen.

§ 5. Elk Begeleidingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op volgens de door de regering vastgestelde procedures en legt dit binnen een maand na goedkeuring aan de regering voor.

Artikel 6/2. - § 1. De regering stelt het volgende vast :

1° 140 dagen voor het minimum jaarlijks aantal opleidingsdagen georganiseerd door het CGT ;

2° 20% van het totale aantal door het CGT georganiseerde opleidingsdagen kan worden voorbehouden voor interne gebruikers van het CGT (leerlingen en leerkrachten van de school waar het CGT is gevestigd) en in aanmerking worden genomen bij de berekening van de dotatie of subsidie voor verbruikbare goederen bedoeld in paragraaf 2 van artikel 6/9;

3° minstens 80% van het totaal aantal door het CGT georganiseerde opleidingsdagen moet voorbehouden zijn voor externe gebruikers van het CGT.

De CGT's passen de organisatie van de opleidingen aan om de beschikbare tijd zo goed mogelijk te benutten, zodat er ook een opleidingsaanbod is voor studenten van het hoger onderwijs en het onderwijs sociale promotie, en voor andere groepen.

§ 2. De Regering stelt voor elk CGT een algemene aanwezigheidsdoelstelling vast op basis van het minimumaantal opleidingsdagen per jaar bepaald in paragraaf 1, het aantal aan het CGT toegewezen halftijdse opleider, de opvangcapaciteit en het potentiële publiek.

Deze doelstelling wordt om de 5 jaar herzien op basis van de in artikel 6/3 bedoelde evaluatie van de regeling, tenzij zich tijdens deze periode een objectief verifieerbare verandering voordoet die de vastgestelde doelstelling in het gedrang brengt.

§ 3. Er zijn richtlijnen met betrekking tot de opvang van de verschillende doelgroepen opgesteld :

1° 75% van alle opleidingsuren voorbehouden aan de groepen bedoeld in de punten 1°, 2° en 3° van artikel 5/2, waarvan minstens 5% voor de groepen bedoeld in punt 3° van hetzelfde artikel ;

2° 15% van alle opleidingsuren voorbehouden aan het publiek bedoeld in punt 6° van artikel 5/2 ;

3° 10% van alle opleidingsuren voorbehouden voor de groepen bedoeld in de punten 4°, 5° en 7° van artikel 5/2.

Elk Begeleidingscomité bedoeld in artikel 6/1 stelt de specifieke aanwezigheidsdoelstellingen vast die elk jaar moeten worden gehaald, in strikte overeenstemming met de richtlijnen en met zorg voor een divers aanbod van opgeleide groepen. Deze moeten binnen een maand na de beslissing aan de regering worden meegedeeld.

§ 4. De CGT's hebben drie jaar vanaf de datum waarop de doelstellingen werden gesteld om ze te bereiken.

In het geval van niet-naleving wordt een analyse van de situatie uitgevoerd door de diensten van de Regering, waar nodig met de steun van de Algemene Inspectiedienst, die aanbevelingen doet aan de regering. Als er nieuwe doelstellingen moeten worden gesteld, zal de regering deze vaststellen.

Een overeenkomst over het bereiken van de doelstellingen, opgesteld door de diensten van de regering en waarin met name de door het CGT te nemen maatregelen worden gespecificeerd, wordt ondertekend door de inrichtende macht van de school waar het CGT plaatsvindt en goedgekeurd door de regering. De doelstellingen moeten binnen twee jaar na ondertekening van de overeenkomst worden bereikt.

In het geval van niet-naleving van de bepalingen van de overeenkomst of het niet bereiken van de gestelde doelen, zal er een grondige analyse van de situatie van het CGT worden uitgevoerd door de diensten van de regering, indien nodig met de steun van de Algemene Inspectiedienst. Op basis van de conclusies van deze analyse beslist de Regering om ofwel een nieuwe overeenkomst voor twee jaar te ondertekenen, met de mogelijkheid om de dotaties of subsidies voor kosten van verbruikbare goederen, zoals bedoeld in paragraaf 2 van artikel 6/9, met 20% te verminderen, ofwel om het CGT-label in te trekken, volgens de procedure van artikel 6/4.

Artikel 6/3. - § 1. De Regering voert om de vijf jaar een evaluatie uit van het CGT-systeem.

§ 2. Het doel van de kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van het CGT-systeem is het analyseren van het feitelijke en potentiële gebruik van de CGT's, evenals de maatregelen die de CGT's hebben genomen om hun activiteiten te promoten en hun relaties met de verschillende partners, waaronder regionale opleidingsinstellingen, te versterken, de introductie van nieuwe opleidingen, de toegevoegde waarde die de door de CGT's gevolgde opleidingen bieden en de mate waarin de door de CGT's georganiseerde opleidingen aansluiten op de behoeften van de arbeidsmarkt.

Om de uitwisseling, synergie en samenhang tussen de verschillende belanghebbenden bij het CGT-systeem te bevorderen, raadpleegt de regering de Zone kwalificerend onderwijs - opleiding - arbeidsbemiddeling, evenals vertegenwoordigers van het bedrijfsleven en de onderwijssector, over de punten die binnen de bevoegdheid van elke instantie vallen.

§ 3. Er is een Toezichtcomité opgericht.

De opdracht is om het systeem te evalueren en indicatoren vast te stellen, aanbevelingen voor verbetering te doen, deze aan de regering voor te leggen en ervoor te zorgen dat de aangenomen maatregelen worden toegepast.

Dit Toezichtcomité wordt voorgezeten door de Minister van Leerplichtonderwijs of zijn/haar vertegenwoordiger en bestaat ten minste uit vertegenwoordigers van de Minister-President, de Minister van Hoger Onderwijs, de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie en de diensten van de Regering.

Artikel 6/4. - § 1. De Regering kan het label van een CGT intrekken in geval van ernstige of herhaaldelijke niet-naleving van haar verplichtingen, alsook in geval van weigering door de inrichtende macht van de school die het CGT ontvangt, om de overeenkomst over het bereiken van de doelstellingen bedoeld in het derde lid van paragraaf 4, van artikel 6/2 te ondertekenen.

§ 2. Intrekking van het label is gekoppeld aan de systematische evaluatie van het CGT-systeem beschreven in artikel 6/3 of aan de vaststelling van een ernstige tekortkoming.

§ 3. De regering zal beslissen over de gevolgen van het verlies van het label, zowel wat betreft de uitrusting die aan het CGT ter beschikking wordt gesteld als de financiële investeringen die worden gedaan.

§ 4. De procedure voor het intrekken van een label, als gevolg van de systematische evaluatieprocedure of een ernstige tekortkoming, is als volgt:

1° de inrichtende macht van de school die het CGT ontvangt, wordt door de diensten van de Regering op de hoogte gebracht van de vermeende feiten. Het heeft 60 dagen om een antwoord te formuleren;

2° De aanvraag wordt voor advies naar het in artikel 10 bedoelde sturingscomité gestuurd. Dit comité kan, indien hij dit wenst, de verschillende partijen horen die bij de zaak betrokken zijn. Het doet aanbevelingen aan de regering;

3° de Regering neemt haar beslissing op basis van het administratief dossier, het antwoord van de inrichtende macht en het advies van het Sturingscomité;

4° de inrichtende macht van de school waar het CGT plaatsvindt, wordt binnen de 30 dagen per aangetekend schrijven op de hoogte gebracht van de beslissing van de Regering en, in geval van een beslissing om het label in te trekken, van de gevolgen van deze beslissing.

Artikel 6/5 - § 1. De Franse Gemeenschap stelt ter beschikking van de CGT's uitrusting in het kader van hun opdrachten.

Deze uitrusting blijft eigendom van de Franse Gemeenschap en wordt ter beschikking gesteld aan gelabelde CGT's door middel van een overeenkomst die ondertekend wordt door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de school waar het CGT plaatsvindt, en de Regering.

§ 2. Deze uitrusting wordt aangeschaft op basis van een meerjareninvesteringsplan van zes jaar dat gezamenlijk wordt opgesteld door de CGT's in dezelfde sector.

De Regering beslist jaarlijks over de aanschaffingen op basis van het jaarlijkse selectievoorstel van de in artikel 9 bedoelde Toezicht- en Selectiecommissie op basis van de meerjareninvesteringsplannen van elk CGT, de nagestreefde onderwijsdoelstellingen, dringende behoeften, de voortgang van eventuele inrichtingswerkzaamheden en overlegvergaderingen tussen CGT's.

§ 3. Deze apparatuur wordt door de Regering aangeschaft.

De regering zal hiervoor drie voltijdse equivalenten aanstellen. Zij zorgen ook voor de goede werking en coördinatie van het CGT-systeem. Ze zijn ook betrokken bij initiatieven om de netwerken CDC, CDR/Pôle Formation Emploi (PFE) en CGT met elkaar te verbinden. Er kan ook een beroep worden gedaan op de aangewezen opdrachthouders om de uitvoering van specifieke projecten te beheren die een meerwaarde geven aan de opleiding die wordt aangeboden binnen het kwalificerend secundair onderwijs en waarnaar wordt verwezen in artikel 6/12.

§ 4. De uitrusting die ter beschikking van de CGT's wordt gesteld, wordt geleverd door de Franse Gemeenschap.

§ 5. De Franse Gemeenschap betaalt, binnen de perken van de beschikbare kredieten, de kosten voor preventief of correctief onderhoud van de uitrusting terug die ter beschikking van de CGT's wordt gesteld. Deze terugbetaling wordt uitgevoerd op basis van een schuldvordering en de daaromtrent bewijsstukken.

De in aanmerking komende aanvragen worden in de volgorde waarin zij zijn ingediend, geleidelijk terugbetaald totdat de in artikel 7, § 5, bedoelde begroting is opgebruikt.

§ 6. Als de uitrusting die eigendom is van de Franse Gemeenschap en ter beschikking is gesteld aan de CGT's niet meer gebruikt of hersteld kan worden, moet dit gemeld worden volgens de declasseringsprocedure die door de regering is vastgelegd.

In afwijking van de artikelen 42, 44 en 45 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, kan de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs of zijn afgevaardigde toelaten dat het onderwijsmateriaal dat door de Franse Gemeenschap ter beschikking wordt gesteld van de CGT's en dat eigendom blijft van deze laatste, wordt verkocht, na buitengebruikstelling, tegen een vergoeding in het kader van een overheidsopdracht voor de aankoop van nieuw materiaal voor de CGT's, in de vorm van een korting, of gratis aan de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 8, of om te worden gerecycleerd.

Artikel 6/6. - § 1. Elk CGT stuurt twee keer per jaar (op 1 februari en 1 oktober) een voorlopig bezettingsrooster naar het Begeleidingscomité, zoals bepaald in artikel 6/1, en naar de Regering.

§ 2. Elk CGT neemt een huishoudelijk reglement aan op basis van een door de Regering vastgesteld model.

§ 3. Het CGT stuurt de regering elk jaar voor 30 april een jaarlijks activiteitenverslag.

Dit verslag bevat een kwantitatief gedeelte met alle cijfers voor aanwezigheid van het afgelopen jaar, zowel algemeen als voor elke doelgroep, die vooraf zijn gevalideerd door de diensten van de regering, en een kwalitatief gedeelte. In het bijzonder moet het de redenen voor de stijging, daling of niet-deelname van doelgroepen uitleggen, de stappen die zijn ondernomen om potentiële doelgroepen aan te trekken, de nieuwe opleidingen die zijn ontwikkeld, de communicatiemiddelen die zijn gebruikt, de promotieactiviteiten, de partnerschappen die zijn opgezet, de initiatieven die zijn genomen om technische en technologische beroepen, gelijkheid mannen-vrouwen, gelijke kansen voor iedereen, duurzame ontwikkeling en milieubescherming te promoten, evenals de ondervonden moeilijkheden, successen, risico's, kansen en verbeterpunten.

§ 4. De CGT-coördinatoren en opleiders stellen een agenda op met de uitgevoerde activiteiten. Dit wordt ter beschikking gesteld aan de diensten van de Regering.

§ 5. De Regering kan met een vermindering van minimaal 5% en maximaal 15% van de dotatie of subsidie voor werkingskosten, bedoeld in artikel 6/10 een sanctie opleggen, als een of alle documenten bedoeld in paragrafen 1 en 3 gedurende drie achtereenvolgende jaren niet op tijd worden ingediend.

Artikel 6/7. - § 1. CGT's moeten de opleidingen die ze organiseren promoten bij hun verschillende doelgroepen.

Het verstrekken van informatie en het actief promoten van de CGT bij zijn potentiële publiek is een basisvoorwaarde voor de financiering van werkingskosten en verbruikbare goederen. Dit moet blijken uit de toezending aan de regering, uiterlijk op 30 april, van het promotiemateriaal dat tijdens het afgelopen jaar is ontwikkeld.

§ 2. Exploitanten van voortgezette beroepsopleidingen zijn verantwoordelijk voor het promoten van deze regeling bij leerkrachten in het gekwalificeerd secundair onderwijs.

Artikel 6/8. - § 1. De CGT's bieden een reeks opleidingen aan als aanvulling op de opleidingen die in de onderwijssector worden gegeven, evenals door de CDC's en CDR's/Pôle Formation Emploi (PFE). Dit opleidingsaanbod moet eenmaal per jaar worden goedgekeurd door het Begeleidingscomité van het CGT bedoeld in artikel 6/1.

§ 2. De scholen passen de organisatie van hun cursussen aan om de opleidingen die de CGT's aanbieden erin op te nemen, zodat de trainingstijd van de leerlingen als onderdeel van hun leerproces wordt gewaardeerd.

§ 3. Elk CGT stelt een programma op voor de ontdekking van één of meer beroepen voor leerlingen, in het gewoon onderwijs, in de laatste cyclus van het basisonderwijs en de eerste drie jaar van het secundair onderwijs, en voor leerlingen, in het gespecialiseerd onderwijs, van 10 jaar en ouder in het basisonderwijs, leerlingen in de tweede fase van het secundair onderwijs van vorm 3 en leerlingen in de eerste drie jaar van van het secundair onderwijs van vorm 4.

Dit programma, dat minstens een halve dag duurt, omvat, voor zover mogelijk, activiteiten waarbij de leerlingen betrokken zijn.

§ 4. De verschillende groepen worden georganiseerd op basis van bilaterale overeenkomsten tussen enerzijds de inrichtende macht van de school die het CGT organiseert of haar afgevaardigde en anderzijds de gebruiker (inrichtende macht van de school of instelling, IFAPME/EFP, FOREM, Bruxelles Formation, CDC, CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), enz.) De overeenkomsten kunnen indien nodig worden uitgebreid naar andere partijen.

In deze bilaterale overeenkomsten, waarvan het model is opgesteld door diensten van de Regering, worden de respectieve verplichtingen van de twee partijen vastgelegd met betrekking tot de toegang tot apparatuur en specifieke opleidingsprogramma's.

§ 5. De opleidingen worden gegeven door de CGT-opleider of door een opleider die door de gebruiker is aangesteld. Wat de keuze van de gebruiker ook is, het moet vermeld worden in de bilaterale overeenkomst.

Als de opleiding gegeven wordt door de CGT-opleider, moet er minstens één begeleider, aangewezen door de gebruiker, aanwezig zijn in het CGT bij elke groep leerlingen. Deze begeleider of begeleiders zijn de enigen die gemachtigd zijn om de discipline te beheren en de CGT-opleider te assisteren tijdens de opleiding. Daarnaast moet minstens één begeleider eerder een opleiding hebben gevolgd die overeenkomt met de apparatuur die door het CGT beschikbaar wordt gesteld. Deze opleiding kan worden gevolgd in het CGT waar de opleiding wordt georganiseerd, of in een CDC, of in een CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), of in een ander CGT. In de laatste drie gevallen moet de persoon deze training uiterlijk op de eerste dag van de opleiding van de leerlingen certificeren.

Als de opleiding wordt gegeven door de trainer die door de gebruiker is aangesteld, moet deze vooraf een geschikte opleiding hebben gekregen met betrekking tot de apparatuur die door het CGT beschikbaar is gesteld en moet deze dit uiterlijk op de eerste dag van de opleiding van de leerlingen kunnen bevestigen. Zij kunnen deze opleiding volgen bij een CDC, een CDR/Pôle Formation Emploi (PFE), bij het betreffende CGT of bij een andere CGT. Het CGT-opleider kan de door de gebruiker aangewezen opleider assisteren.

Artikel 6/9. - § 1. Er zijn drie soorten kosten verbonden aan opleidingen die door het CGT worden georganiseerd:

1° de reiskosten voor de leerlingen en hun begeleider(s) of leerkracht(en) naar de CGT's, en eventuele verblijfskosten. De gebruiker is verantwoordelijk voor het organiseren en beheren van het vervoer en de accommodatie van leerlingen en begeleider(s) of leerkrachten;

2° de jaarlijkse werkingskosten van het CGT. Onder werkingskosten wordt verstaan de kosten van water, gas, elektriciteit en verwarming; telefoon- en internetaansluitingen; fotokopiëren; schoonmaken van lokalen; verwijdering van normaal en/of gevaarlijk afval; alarmeren en alarmonderhoud; aankoop van diverse benodigdheden die nodig zijn voor de goede werking van het CGT (met uitzondering van verbruikbare goederen); promotie van het CGT;

3° de kosten van verbruikbare goederen. Onder kosten van verbruikbare goederen wordt verstaan de uitgaven in verband met de aankoop van grondstoffen en niet-retourneerbare apparatuur die essentieel zijn voor de organisatie van opleidingen.

§ 2. In overeenstemming met de nadere regels bepaald door de Regering en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, zal de Franse Gemeenschap de reis- en verblijfskosten en de kosten voor verbruikbare goederen ten laste nemen die verbonden zijn aan opleidingen georganiseerd voor :

1° leerlingen en leerkrachten in het kwalificerend secundair onderwijs ;

2° leerlingen en leerkrachten van de 3de graad in het technisch onderwijs in de droorstromingsafdeling van het gewoon secundair onderwijs ;

3° in het gewoon onderwijs, leerlingen in de laatste cyclus van het basisonderwijs en de eerste drie jaar van het secundair onderwijs, en in het gespecialiseerd onderwijs, leerlingen van 10 jaar of ouder ingeschreven in het basisonderwijs en leerlingen in de tweede fase van het secundair onderwijs van vorm 3.

Voor de in punt 3° bedoelde groepen mag de terugbetaling van de reiskosten het door de Regering vastgestelde jaarlijkse maximum niet overschrijden.

§ 3. De Franse Gemeenschap neemt de kosten ten laste van de verbruikbare goederen voor opleidingen georganiseerd voor studenten en leerkrachten in het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, volgens de nadere regels bepaald door de Regering en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten. Deze kosten mogen de jaarlijkse limiet die door de Regering is vastgesteld, niet overschrijden.

§ 4. Verbruikbare goederen die tijdens opleidingen voor andere doelgroepen worden gebruikt, worden gefactureerd op basis van de bedragen die in het voorgaande jaar aan de CGT's zijn toegewezen voor kosten van verbruikbare goederen.

In afwijking van het vorige lid kan de regering een gebruiker vrijstellen van betaling van opleidingskosten indien een multilaterale overeenkomst tussen ten minste de regering, de gebruiker en de inrichtende macht van het CGT andere financieringsregelingen vastlegt. Overeenkomsten die vóór 1 januari 2024 zijn ondertekend, moeten opnieuw worden aangevraagd.

Artikel 6/10. - § 1. Elk CGT ontvangt elk jaar twee dotaties of subsidies: de eerste om de werkingskosten te dekken en de tweede om de kosten van verbruiksgoederen te dekken.

§ 2. Deze dotaties of subsidies worden berekend en uitbetaald op basis van de werkelijke uitgaven, binnen de perken van de in artikel 7, § 4, bedoelde begroting, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde nadere regels.

§ 3. Elk CGT moet het gebruik van deze twee dotaties of subsidies uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar verantwoorden.

Artikel 6/11. - § 1. Het CGT-systeem wordt gecoördineerd door de regering.

De regering wordt in haar coördinerende rol bijgestaan door de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

§ 2. De coördinatie van het CGT-systeem omvat inzonderheid :

1° de analyse van labellingsprojecten ;

2° de promotie van de regeling bij de scholen van het kwalificerend onderwijs, in voorkomend geval, in overleg met de instellingen voor voortgezette beroepsopleiding;

3° de uitvoering van de beslissingen van de Regering met betrekking tot de regeling;

4° de ontwikkeling van indicatoren en statistische instrumenten om de toegang tot de ter beschikking gestelde uitrusting te verifiëren en te controleren;

5° evaluatie van de uitvoering van de acties ;

6° het administratief en financieel beheer van de regeling;

7° aanbevelingen doen om de werking van de regeling te verbeteren. ».

Art. 18. Vóór artikel 7 van hetzelfde decreet wordt een titel 7 en een artikel 6/12 ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL 7 : Specifieke projecten die een meerwaarde geven aan de opleidingen gegeven in het kwalificerend secundair onderwijs

Artikel 6/12. - § 1. Op verzoek van de Regering of van een beroepssector kunnen projecten worden opgezet waarbij het onderwijs en het bedrijfsleven samenwerken, met als doel een meerwaarde te geven aan de opleiding van leerlingen in de betreffende opties.

Deze projecten zijn het onderwerp van een overeenkomst tussen de regering en de betrokken beroepssector, in overeenstemming met de prioritaire taken van het onderwijs en de statuten en reglementen die van toepassing zijn op werknemers. In deze overeenkomst worden het doel van het project, het doelpubliek en de door beide partijen verstrekte middelen uitgelegd.

§ 2. Voor elk project wordt een jaarlijks activiteitenverslag opgesteld dat uiterlijk op 5 juli van het volgende jaar naar de regering moet worden gestuurd.

Dit verslag moet de voortgang van het project uitleggen en de acties die nog uitgevoerd moeten worden om de gestelde doelen te bereiken. De promotieactiviteiten en uitgaven die als onderdeel van het project zijn uitgevoerd, moeten worden toegelicht.

§ 3. Er is een Begeleidingscomité opgericht. Het Begeleidingscomité bestaat uit een vertegenwoordiger van de minister belast met Leerplichtonderwijs, die het voorzitterschap ervan waarneemt, een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, de projectleider, die het secretariaat ervan waarneemt, een vertegenwoordiger van de betrokken beroepssector en een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst. Andere mensen kunnen worden uitgenodigd vanwege hun expertise.

Het Begeleidingscomité onderzoekt het jaarlijkse activiteitenverslag en de uitgaven en doet, in voorkomend geval, aanbevelingen aan de regering met het oog op een goed beheer en verbetering van het project. Het komt daarom minstens één keer per jaar bijeen.

§ 4. Elk project wordt gecoördineerd door de Regering.

Om deze opdrachten uit te voeren, kan de regering extra personeel toewijzen aan de diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor het project.

§ 5. CGT's kunnen actief deelnemen aan de projecten bedoeld in paragraaf 1.

Binnen dit kader mogen CGT's uitrusting ontvangen zonder dat dit is opgenomen in het meerjareninvesteringsplan bedoeld in paragraaf 2 van artikel 6/5.

§ 6. Elke drie jaar beoordeelt de regering de specifieke projecten en past ze waar nodig aan. ».

Art. 19. Vóór artikel 7 van hetzelfde decreet wordt een titel 8 ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL 8 : Financiering ».

Art. 20. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. – § 1. Om de doelstellingen bedoeld in de punten 1°, 2° en 5° van artikel 3 te bereiken, wordt een jaarlijks bedrag van minimaal 5.205.000 euro als volgt verdeeld:

1° 4.000.000 euro om de duurzame lesmateriaal te financieren dat nodig is voor de kwalificatie van leerlingen op scholen;

2° 1.000.000 euro voor de aankoop van materiaal dat ter beschikking wordt gesteld van de CGT's en opgenomen is in het meerjareninvesteringsplan van de betrokken CGT's;

3° 205.000 euro voor de subsidiëring van een vereniging zonder winstoogmerk voor de recuperatie en herverdeling van materiaal zoals bedoeld in artikel 8.

De Regering kan de verdeling van de bedragen tussen de punten 1° en 2° wijzigen volgens het voorstel voor de selectie van de uitrusting van de CGT's opgesteld door het Controle- en Selectiecomité bedoeld in artikel 9 en tussen de punten 1° en 3° volgens de initiële begroting van de vereniging bedoeld in artikel 8 voor het betrokken jaar.

§ 2. Het bedrag bepaald in punt 1° van paragraaf 1 wordt voor elk gewest verdeeld tussen de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de federaties van inrichtende machten naar rato van hun respectieve schoolbevolking in het kwalificerend secundair onderwijs op 15 januari van het betrokken kalenderjaar.

§ 3 In het kader van de jaarlijkse oproep tot projecten voor de aankoop van uitrusting bedoeld in artikel 4, kan de geheel of gedeeltelijk niet verantwoorde dotatie of subsidie door de diensten van de Regering, op voorstel van de Commissies voor operationeel toezicht, opnieuw worden toegekend aan projecten die in het kader van dezelfde oproep tot projecten zijn geselecteerd, op voorwaarde dat het bedrag van het aangekochte materieel het oorspronkelijk geplande bedrag overschrijdt. Indien tussen deze projecten een selectie moet worden gemaakt, geschiedt deze op basis van de prioriteits- en selectiecriteria bedoeld in de paragrafen 5 en 6 van artikel 4..

§ 4. Een jaarlijks minimumbedrag van 1.245.000 euro wordt uitsluitend toegewezen ter dekking van verzekeringskosten met betrekking tot de uitrusting die aan de CGT's ter beschikking wordt gesteld, de dotatie en subsidie voor werkingskosten, de dotatie en subsidie voor verbruikbare goederen en de terugbetaling van de reis- en verblijfskosten.

§ 5. Naast de bedragen bedoeld in de paragrafen 1 en 4 wordt jaarlijks een bedrag van minimaal 250.000 euro besteed aan het onderhoud van de door de Franse Gemeenschap aangeschafte CGT-uitrusting.

Afhankelijk van het gebruik van de begrotingsmiddelen voor het onderhoud van de uitrusting op 15 september, kunnen extra bedragen worden toegewezen om de kosten bepaald in paragraaf 4 te dekken.

§ 6. Naast de bedragen bedoeld in de paragrafen 1, 4 en 5 wordt jaarlijks een begroting toegewezen voor de werking van de projecten bepaald in paragraaf 1 van artikel 6/12. ».

§ 7. Naast de bedragen bedoeld in de paragrafen 1, 4, 5 en 6 wordt jaarlijks een subsidie toegekend aan de vereniging zonder winstoogmerk TechnoCampus. Dit bedrag is bedoeld om een deel van de kosten te dekken voor het organiseren van opleidingen voor leerlingen en leerkrachten in het kwalificerend secundair onderwijs, en voor leerlingen en leerkrachten in het onderwijs voor sociale promotie en voor hoger onderwijs. De Regering bepaalt het bedrag van de subsidie en specificeert de voorwaarden voor het gebruik en de uitbetaling ervan.

De regering voert om de drie jaar een evaluatie uit van de gesubsidieerde activiteiten.

Art. 21. Vóór artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden «Verdeling van het gerecupereerde materieel » vervangen door de woorden « TITEL 9 : Een vereniging zonder winstoogmerk die zich inzet voor de recuperatie en de herverdeling van uitrusting ».

Art. 22. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 8 van hetzelfde decreet:

1° in het eerste en tweede lid worden de woorden "van de netwerken voor kwalificerend onderwijs" vervangen door de woorden "van de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de federaties van inrichtende machten";

2° in het derde worden de woorden "bedoelde gemengde" opgeheven ;

3° er wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt : "De regering voert om de drie jaar een evaluatie uit van de activiteiten van de vereniging" .

Art. 23. De artikelen 9 en 10 worden vervangen als volgt :

« TITEL 10 : Toezicht- en selectiecommissie

Artikel 9. - § 1. De regering stelt een Toezicht- en selectiecommissie in dat verantwoordelijk is om :

1° te beslissen over de gekozen uitrusting voor CGT's;

2° kennis te nemen van de evaluatie van de oproepen tot projecten met betrekking tot de modernisering van de pedagogische uitrusting in de scholen van het kwalificerend secundair onderwijs bedoeld in artikel 4/4 en van de evaluatie van het CGT-systeem bedoeld in artikel 6/3 en, in voorkomend geval, aanbevelingen ter verbetering te doen;

3° een verdeling voor te stellen van ongerechtvaardigde middelen in het kader van oproepen tot projecten met betrekking tot de modernisering van pedagogische uitrusting in de scholen van het kwalificerend secundair onderwijs.

§ 2. De Toezicht- en selectiecommissie bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met Leerplichtonderwijs, die het voorzitterschap ervan waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en van elke federatie van inrichtende machten;

3° twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, waaronder de Directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs of zijn vertegenwoordiger ;

4° een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst.

De diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor de regeling nemen het secretariaat waar.

De Toezicht- en selectiecommissie neemt haar beslissingen bij consensus.

TITEL 11 : Sturingscomité

Artikel 10. - § 1. De Regering stelt een sturingscomité in dat verantwoordelijk is om :

1° te beslissen over het selectievoorstel van de CGT-projecten waaraan het label zal worden toegekend en over het selectievoorstel van projecten die zijn ingediend in het kader van de jaarlijkse oproep tot projecten bedoeld in artikel 4 ;

2° advies uit te brengen over het jaarlijks activiteitenverslag over het CGT-systeem;

3° om, in geval van betwisting, uitspraak te doen over verzoeken tot terugbetaling na de ontdekking van een onregelmatigheid bij de controle van materiaal dat werd aangekocht in het kader van de oproep tot projecten;

4° een advies te formuleren over de projecten om het CGT-label in te trekken, ter attentie van de Regering;

5° kennis te nemen van de evaluatie van de oproepen tot projecten voor de modernisering van de pedagogische uitrusting van de scholen voor het kwalificerend secundair onderwijs bedoeld in artikel 4/4 en van de evaluatie van het CGT-systeem bedoeld in artikel 6/3, aanbevelingen ter verbetering te formuleren, met name op basis van de aanbevelingen van de Toezicht- en selectiecommissie, deze aan de Regering te geven en erop toe te zien dat de vastgestelde maatregelen worden toegepast.

§ 2 Het sturingscomité is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met Leerplichtonderwijs, die het voorzitterschap ervan waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de Minister-president;

3° een vertegenwoordiger van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie ;

4° een vertegenwoordiger van de Minister van Hoger Onderwijs ;

5° drie leden aangewezen door de representatieve vakbondorganisaties van de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

6° de directeur-generaal van het leerplichtonderwijs of zijn vertegenwoordiger;

7° een vertegenwoordiger van FOREM;

8° een vertegenwoordiger van ACTIRIS ;

9° een vertegenwoordiger van Bruxelles Formation.

De leden bedoeld in de punten 1 tot 6 zijn stemgerechtigd. De leden bedoeld in de punten 7° tot 9° hebben een raadgevende stem.

De diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor de regeling nemen het secretariaat waar.

Het sturingscomité neemt zijn beslissingen bij meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. ».

Art. 24. Vóór artikel 11 van hetzelfde decreet wordt een titel 12 ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL 12 : Slotbepalingen ».

Art. 25. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden "Opheffingsbepalingen" opgeheven.

Art. 26. In artikel 12 van hetzelfde decreet wordt het woord "inwerkingtreding" opgeheven.

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 26 augustus 2024, met uitzondering van de artikelen 8, 9, 10 en 11 en artikel 17 - uitsluitend voor zover het een artikel 6/10 invoegt in het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie - die in werking treden op 1 januari 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 697-1 - Commissieamendement(en), nr. 697-2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 697-3 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 697-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 697 -5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2024/005645]

18 AVRIL 2024. — Décret relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret on entend par :

1° cadastre de l'emploi non-marchand : la banque de données liée à l'emploi dans le secteur du non-marchand en Communauté française, procédant au recensement de tous les emplois et leurs caractéristiques dans une base de données informatisée quelle que soit la relation de travail, dans les activités visées au 2° pour une durée égale ou supérieure à douze mois ;

2° décret du 24 octobre 2008 : le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

3° direction : le service habilité par le Gouvernement pour créer et gérer le cadastre de l'emploi non-marchand créé au sein du Ministère de la Communauté française tel que défini dans le présent décret ;

4° données : les données qui ne sont pas des données à caractère personnel au sens de l'article 1, 7° du présent décret ;

5° données anonymisées : les données qui ne sont plus des données à caractère personnel dans la mesure où la personne concernée n'est pas ou plus identifiable, et ce de façon irréversible ;

6° données personnelles : les données à caractère personnel au sens de l'article 4.1) du RGPD ;

7° données pseudonymisées : les données à caractère personnel traitées de telle façon que celles-ci ne puissent plus être attribuées à une personne concernée précise sans avoir recours à des informations supplémentaires, pour autant que celles-ci soient conservées séparément et soumises à des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir que ces données à caractère personnel ne soient pas attribuées à une personne physique identifiée ou identifiable ;

8° employeur : les personnes physiques exerçant une activité professionnelle à titre indépendant ou les personnes morales de droit privé ou public, ou encore les associations de fait relevant du secteur non-marchand ;

9° entité : toute organisation ou structure, qu'elle soit une personne morale, une institution publique, une association, ou toute autre entité juridiquement reconnue, en ce compris les secrétariats sociaux, opérant dans le secteur du non-marchand conformément aux activités visées au 2° ;

10° ETNIC : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française ('ETNIC') ;

11° Ministère : Ministère de la Communauté française ;

12° ministres compétents : le(s) Ministre(s) en charge du cadastre de l'emploi non-marchand ;

13° Office : l'organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique en application du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.É », ci-après dénommé « l'Office » ;

14° participant : toute autorité publique de la Communauté française, identifiée par le Gouvernement de la Communauté française, qui agit en tant que fournisseur ou en tant que consommateur de données dans le cadastre de l'emploi non-marchand ;

15° relation de travail : le lien entre un employeur et un travailleur, tels que définis au sein du présent article, caractérisés par la subordination du travailleur à l'autorité de l'employeur et la rétribution éventuelle du travailleur en raison des services rendus ;

16° RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;

17° secteur non-marchand : les activités relevant des secteurs social, sanitaire, sportif, culturel et audiovisuel, à l'exception de l'enseignement, qui sont autorisées, déclarées, agréées, reconnues, contrôlées et/ou subsidiées, et/ou organisées par la Communauté française ;

18° secteur socioculturel : le secteur regroupant l'ensemble des activités définies à l'article 1^{er} du décret du 24 octobre 2008.